

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 3 décembre 2025 / 12 jumada al thani 1447 - N° 3970 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt **CHERRHAL ABDELMADJID "ANTAR"**
www.dknews.dz
e-mail: contact@dknews.dz

SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR
LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

**Une nouvelle dynamique
africaine se dessine au
séminaire de haut niveau
sur la paix et la sécurité**

P. 24

ALGÉRIE - GUYANA

**M. Attaf reçoit
la Représentante
permanente du Guyana
auprès de l'ONU**

P. 4

ALGÉRIE - LIBÉRIA

**M^{me} Mansouri reçoit
le vice-ministre libérien
de la Coopération
internationale et de
l'Intégration économique**

P. 24

ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Arrivée du Président biélorusse à Alger pour une visite officielle



Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, est arrivé, hier mardi après-midi à Alger pour une visite officielle en Algérie. Le Président Loukachenko a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediène, par le président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri. P. 3

- **M. Sifi Ghrieb rend une visite de courtoisie au président de Biélorussie**
- **Examen des moyens de renforcer la coopération industrielle et agricole entre les deux pays**

BOURSE

**Alliance Assurances ouvre
une nouvelle dynamique
boursière avec le lancement
officiel de son Opération
Sur Titre**

P. 6

ALGÉRIE - OMAN

**Oualid ouvre la 7^e édition
du Salon Oman AgroFood 2025
et renforce le partenariat
agricole bilatéral**

P. 7

POUVOIR D'ACHAT EN ALGÉRIE

**Des réformes majeures
pour une justice sociale
durable depuis 2020**

P. 4

SANTÉ

**DÉPRESSION
POST-PARTUM**

**Elle affecte
aussi le bébé**

Pp 12-13

FOOTBALL

FIFA - COUPE ARABE 2025

ALGÉRIE A' - SOUDAN

AHMAD BIN ALI STADIUM (AL RAYYAN, QATAR), AUJOURD'HUI À 13H00

**Les Fennecs lancent
leur campagne face
aux Soudanais**

Par F. Yanis

P. 21



**ADRAR ILLUMINE
LE DÉSERT**

**Le Festival
international du
théâtre du Sahara
ouvre en majesté
au ksar Tamasakht**

P. 16

HADJ 2026

**Un quota
supplémentaire
de 2 000 carnets
offert aux aînés
pour réaliser
leur pèlerinage**

P. 2

HADJ 2026

Un quota supplémentaire de 2 000 carnets offert aux aînés pour réaliser leur pèlerinage



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris une décision historique pour les citoyens algériens âgés de 70 ans et plus : l'allocation exceptionnelle d'un quota supplémentaire de 2 000 carnets de hadj pour la saison 1447H/2026.

Cette mesure vise à offrir une nouvelle chance aux personnes ayant participé dix fois ou plus au tirage au sort sans succès, garantissant ainsi l'accès à ce pèlerinage sacré pour des milliers d'Algériens.

Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, ce quota supplémentaire s'inscrit dans la volonté du président de la République de faciliter l'accomplissement des rites religieux pour les citoyens les plus âgés et de reconnaître leur patience et leur persévérance.

Le ministère précise que ce nouveau tirage au sort est exclusivement réservé aux citoyens remplissant les conditions d'âge et ayant participé aux tirages précédents, y compris celui du 22 novembre 2025.

Le nouveau tirage au sort se déroulera le samedi 6 décembre 2025, au niveau des sièges de wilaya ou dans tout autre lieu approprié désigné par les autorités locales, en présence des bénéficiaires ou de leurs représentants.

Cette approche vise à garantir transparence et équité dans la sélection des candidats, tout en offrant un cadre organisé et sécurisé pour la répartition des carnets.

La décision présidentielle a été saluée par les responsables du ministère, qui ont souligné l'importance de cet ajustement dans le renforcement de la politique de soutien aux citoyens âgés et dans la consolidation des principes de justice et d'égalité dans l'accès au hadj.

Elle témoigne également de l'engagement constant de l'État à répondre aux attentes de ses citoyens et à valoriser leur fidélité à ce rituel religieux essentiel.

Cette initiative offre une opportunité exceptionnelle à ceux qui n'avaient jamais eu la chance de participer au hadj malgré de nombreuses inscriptions, leur permettant enfin de réaliser ce rêve spirituel.

Elle reflète l'attention particulière portée par le président Tebboune aux besoins des populations âgées et à leur droit à accomplir l'un des piliers fondamentaux de l'Islam.

En définitive, l'allocation de ces 2 000 carnets supplémentaires constitue une mesure concrète, symbolique et profondément humaine, visant à offrir à chaque citoyen âgé de plus de 70 ans la possibilité de vivre l'expérience unique du hadj, renforçant ainsi le lien entre l'État et ses citoyens dans le respect de la tradition et de la spiritualité.

R.N

LUTTE CONTRE LA DROGUE
Tlemcen : saisie de 50 kg de résine de cannabis et arrestation de quatre individus (Sûreté de wilaya)

Les services de la Sûreté de wilaya de Tlemcen ont saisi 50 kg de résine de cannabis et arrêté quatre individus, a indiqué, mardi, un communiqué de la cellule de communication et des relations publiques de la Sûreté de wilaya.

Le communiqué précise que l'opération a été menée par le service régional de lutte contre le trafic illicite de stupéfiants, sur la base d'informations concernant un réseau criminel spécialisé dans le trafic de drogue, utilisant la wilaya d'Oran comme base arrière pour ses activités, lesquelles s'étendaient depuis la bande frontalière de la wilaya de Bechar jusqu'à la wilaya de Biskra.

La même source ajoute qu'après exploitation des informations disponibles et procédé à l'extension de compétence vers la wilaya d'Oran, les policiers ont arrêté quatre individus et saisi 50 kg de résine de cannabis, en plus d'un véhicule utilisé pour transporter ces substances prohibées.

Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des quatre suspects, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Fellaoucene, dans la wilaya d'Oran, selon la même source.

BLIDA
Perturbation dans l'alimentation en eau potable à Guerouaou et Soumaâ

Une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP) est enregistrée à partir de mardi dans les communes de Soumaâ et Guerouaou, wilaya de Blida, en raison d'une panne technique, a indiqué l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué.

La même source a précisé que cette perturbation enregistrée dans les quartiers des sièges des communes de Soumaâ et Guerouaou (Est), est due à une panne affectant une conduite de refoulement (500 mm) au niveau de la station de pompage qui assure leur alimentation en eau.

Les équipes techniques de l'ADE ont entamé la réparation de la panne causée par une entreprise lors d'opérations de forage, selon la source qui assure la reprise du programme habituel de distribution d'eau dès l'achèvement des travaux.

Horaire des prières



Fajr : 06h11

Dohr : 12h37

Asr : 15h12

Maghreb : 17h31

Isha : 18h58

MÉTÉO

Alger	: 14°	09°
Oran	: 13°	07°
Annaba	: 18°	06°
Béjaïa	: 13°	10°
Tamanrasset	: 25°	13°

ACCIDENTS DE LA ROUTE
42 morts et 1396 blessés en une semaine (Protection civile)

Quarante-deux (42) personnes ont trouvé la mort et 1396 autres ont été blessées dans 1244 accidents de la circulation survenus entre le 23 et 29 novembre dernier, à travers plusieurs wilayas du pays, indique mardi, un bilan hebdomadaire de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Ouargla, avec 6 morts et 17 blessés dans 13 accidents de la circulation, précise la même source.

Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont effectué 996 interventions pour l'extinction de 649 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (75 incendies), Blida (54) et Mostaganem (36).

Durant la même période, 6707 interventions ont été effectuées pour le sauvetage de 578 personnes en situation de danger et l'exécution de 5821 opérations diverses d'assistance.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ
Sûreté d'Alger : arrestation de 7 employés accusés de vol d'un nombre important de manuels scolaires

Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger ont arrêté 7 fonctionnaires impliqués dans une affaire de vol de manuels scolaires, avec la récupération de 2560 manuels, a indiqué, mardi, un communiqué des mêmes services. "Les services de la sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la Brigade de Police judiciaire de la circonscription administrative de Draria, ont démantelé, la semaine écoulée, un réseau criminel composé de 7 individus travaillant dans une imprimerie publique, impliqués dans une affaire de vol de manuels scolaires", précise la même source.

L'opération est intervenue "suite au dépôt d'une plainte par une imprimerie publique, auprès des services de police concernant le vol d'un nombre important de manuels scolaires".

JEUNESSE

El Bayadh : session de formation au profit de plus de 70 jeunes sur la gestion durable des terres

Une session de formation destinée à plus de 70 jeunes, visant à renforcer leurs capacités et à les impliquer dans la gestion durable des terres et l'utilisation des énergies renouvelables, a été lancée, mardi dans la wilaya d'El Bayadh, ont indiqué les représentants du Conseil supérieur de la jeunesse, organisateur de cette initiative.

Omar Boukaâza, membre du Conseil supérieur de la jeunesse représentant la wilaya d'El Bayadh, a expliqué

que cette session, organisée par le Conseil en partenariat avec le bureau de l'UNICEF en Algérie, se déroule au siège de l'Office des établissements de jeunes du chef-lieu de wilaya.

Son lancement a été supervisé par Mohamed El-Amine Kihal, président de la Commission de l'environnement et du développement durable au sein du Conseil supérieur de la jeunesse.

ALGÉRIE - BIÉLORUSSIE

Arrivée du Président biélorusse à Alger pour une visite officielle

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, est arrivé, hier mardi après-midi à Alger pour une visite officielle en Algérie. Le Président Loukachenko a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri.



Le Premier ministre rend une visite de courtoisie au président de Biélorussie

Le président de la République de Biélorussie, M. Alexandre Loukachenko, a reçu, mardi, à la résidence d'Etat de Zeralda (Alger), le Premier ministre, M. Sifi

Ghrieb, qui lui a rendu une visite de courtoisie.

Le président biélorusse est arrivé mardi après-midi à Alger pour une visite officielle. Il a été accueilli, à son

arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le président du Conseil de la nation, M. Azzouz Nasri.

Examen des moyens de renforcer la coopération industrielle et agricole entre les deux pays

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a reçu, au siège du ministère, une délégation biélorusse de haut niveau, avec laquelle il a examiné les moyens de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines industriel et agricole et de promouvoir l'investissement dans des secteurs d'intérêt commun, indique mardi un communiqué du ministère.

M. Bachir a reçu, lundi soir, une délégation biélorusse de haut niveau comprenant le ministre de l'Industrie, Andrei Kuznetsov, et le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Yuri Gorlov, en présence du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Hamid Bensaad, en tant que représentant du ministre du secteur, Yacine El-Mahdi Oualid, précise la même source.

Cette rencontre a permis de passer en revue les moyens de renforcer la coopération industrielle et agricole entre les deux pays et d'ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat au service de l'intégration économique, ajoute le communiqué.

Dans le domaine industriel, les entretiens ont porté sur les opportunités de coopération, notamment dans les industries mécaniques, incluant les équipements et machines agricoles, la construction de silos métalliques pour le stockage des céréales, les tracteurs et machines de forte puissance, les véhicules et équipements destinés à l'exploitation minière et industrielle et les camions.

A cette occasion, M. Bachir a appelé à concrétiser le partenariat dans le domaine de la fabrication de tracteurs et

machines agricoles avec la partie biélorusse, à travers le groupe public des industries mécaniques (AGM), tout en œuvrant à étendre les partenariats à d'autres secteurs comme les industries du plastique, chimique et électrique, l'électroménager, le fer et l'acier.

Il a également invité les sous-traitants et fabricants biélorusses de pièces détachées à investir en Algérie.

Pour sa part, le ministre biélorusse de l'Industrie a réitéré la disposition de son pays à créer des unités de production conjointes avec le groupe public AGM, soulignant l'importance de renforcer la coopération dans le transfert d'expertises et de technologie, afin d'accroître la productivité et l'efficacité industrielle en Algérie.

Il a aussi exprimé la volonté de la Biélorussie d'investir dans le secteur du

textile, en partenariat avec le groupe public des textiles et cuirs GETEX.

Dans le secteur agricole, les deux parties ont examiné les opportunités de coopération, en particulier dans la production de lait et produits laitiers, de céréales, de viandes et de semences, en vue de contribuer au développement des chaînes de production agricole et au renforcement de la sécurité alimentaire. Lors de cette rencontre, les deux parties sont convenues de la concrétisation des partenariats proposés et de la création d'un mécanisme de suivi conjoint pour garantir la mise en œuvre des projets industriels et agricoles et évaluer périodiquement leur avancement, afin d'atteindre les objectifs stratégiques des deux pays et de renforcer l'intégration économique, conclut le communiqué.

M. Sadaoui reçoit son homologue biélorusse

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a reçu, mardi à Alger, son homologue biélorusse, Andrei Ivanets, avec lequel il a examiné les moyens d'ouvrir des perspectives de coopération bilatérale dans le domaine de l'éducation.

Cette rencontre, tenue au siège du ministère, a permis d'examiner les opportunités de coopération bilatérale dans le domaine éducatif pour ouvrir de nouvelles perspectives de partenariat éducatif et culturel entre les deux pays.

A cette occasion, M. Sadaoui a présenté un exposé sur le système éducatif algérien ainsi que les efforts déployés par

l'Etat pour promouvoir le secteur, rappelant la gratuité de l'enseignement en Algérie.

Il a également passé en revue la dimension sociale de l'éducation et l'importance de garantir à tous les élèves des chances égales d'apprentissage, ainsi que les efforts visant à renforcer l'enseignement technologique et l'intégration des technologies de l'information et de la communication et du numérique, en plus de l'amélioration des conditions de scolarisation dans les établissements éducatifs selon les normes modernes.

De son côté, le ministre biélorusse a présenté un exposé

sur le système éducatif de son pays, mettant en lumière les aspects positifs et les pratiques techniques adoptées.

Il a notamment présenté le mécanisme de formation continue des enseignants et expliqué les programmes d'éveil des élèves dès les premières phases du préscolaire.

Lors de la rencontre, les deux parties sont convenues de créer un comité de travail conjoint pour définir les étapes pratiques permettant de concrétiser la coopération éducative entre les deux pays, en vue de contribuer à renforcer l'échange d'expertises et à développer l'éducation et l'enseignement en Algérie et en Biélorussie.

PARLEMENT

APN : M. Boughali salue les décisions prises lors du dernier Conseil des ministres

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a salué, mardi, les décisions prises lors de la dernière réunion du Conseil des ministres, soulignant qu'elles reflètent une vision claire visant à renforcer la justice sociale et à conforter la place de l'Algérie en tant qu'Etat influent sur le continent, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement.

Président une réunion du Bureau de l'APN, M. Boughali a exprimé "la grande satisfaction des députés à l'égard des décisions prises lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 30 novembre 2025", soulignant que ces décisions "reflètent une vision claire visant à renforcer la justice sociale et à améliorer le niveau de vie, tout en confortant la place de l'Algérie en tant qu'Etat influent sur le continent".

Il a précisé que la décision d'augmenter le Salaire national minimum garanti (SNMG) constitue "une étape décisive vu

son impact direct sur le pouvoir d'achat des travailleurs", ajoutant qu'elle "incarne les principes de l'Etat social, mis en avant dans la Déclaration du 1er Novembre, et témoigne du soutien de l'Etat aux travailleurs".

M. Boughali a également salué la revalorisation de l'allocation chômage, estimant qu'"il s'agit d'une démarche qui traduit l'attention portée par l'Etat aux demandeurs d'emploi et son souci d'offrir un soutien à même de faciliter leur intégration dans le marché du travail".

Cette décision traduit aussi "l'engagement de l'Etat à protéger les catégories vulnérables et à ne jamais les abandonner, quelles que soient les circonstances", a-t-il poursuivi, se félicitant de l'examen du dossier de l'amélioration des pensions et allocations de retraite pour cette catégorie qui "mérite toute l'attention et la considération pour sa contribution à l'édification du pays". Evoquant le lancement par l'Algérie,

pour la première fois, de l'exportation d'essence raffinée, le président de l'APN a qualifié cette démarche d'"événement exceptionnel reflétant l'efficacité des politiques économiques menées et la capacité du pays à passer du statut de consommateur à celui d'exportateur de l'un des principaux produits énergétiques".

Il a, par là même, salué les instructions du président de la République relatives à l'élaboration d'un plan global de politique nationale visant à organiser et contrôler la consommation des produits dérivés du pétrole, en vue d'augmenter la capacité du stock stratégique de produits énergétiques.

Au cours de la réunion, M. Boughali a réitéré "l'engagement de l'APN à accompagner les efforts de l'Etat à travers le développement du cadre législatif et le renforcement du contrôle constructif au service des intérêts supérieurs de l'Algérie", soulignant que "cette étape impose davantage de cohésion et un soutien efficace au

processus de réformes". S'agissant du volet diplomatique, le président de l'APN a affirmé que le "succès remarquable" réalisé par l'Algérie à travers l'organisation de la Conférence internationale sur les crimes coloniaux en Afrique et du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran) "reflète la place importante de l'Algérie sur le plan continental et la confiance des partenaires africains et internationaux en sa capacité à conduire de grandes initiatives et à créer des espaces de débat constructif sur les questions cruciales". Cette présence qualitative "s'inscrit dans la vision stratégique du président de la République, qui a réaffirmé le rôle de chef de file de l'Algérie dans son environnement africain, à travers une politique étrangère aux principes constants et une diplomatie agissante promouvant les solutions africaines aux problèmes africains", a-t-il conclu.

ALGÉRIE - GUYANA M. Attaf reçoit la Représentante permanente du Guyana auprès de l'ONU

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu, mardi, l'ambassadrice et Représentante permanente du Guyana auprès des Nations unies, Carolyn Rodrigues-Birkett, en marge du 12e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran), qui se tient à Alger, indique un communiqué du ministère.

L'ambassadrice s'est félicitée de l'étroite coordination et de la concertation permanente entre les deux pays durant leur mandat au Conseil de sécurité des Nations unies, précise le communiqué.

La Représentante permanente du Guyana a également salué "le rôle exceptionnel et de chef de file mené par l'Algérie au Conseil de sécurité, notamment dans l'unification de la voix des trois pays africains, en coopération avec son pays, qui représente les Caraïbes, dans le cadre du groupe A3+", ajoute la même source.

L'ALGÉRIE CONSOLIDE LA FILIÈRE DE L'ÉLEVAGE Un plan national pour stabiliser les prix et renforcer la sécurité alimentaire

Le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a dévoilé un ensemble de mesures stratégiques destinées à réorganiser la filière de l'élevage en Algérie, à réduire les coûts de production des viandes rouges et à maîtriser durablement les prix des aliments pour bétail.

Cette initiative, annoncée lundi, marque une étape décisive dans la volonté des pouvoirs publics de garantir la stabilité du marché tout en sécurisant la production nationale.

L'une des décisions majeures consiste en la mise à disposition de l'orge tout au long de l'année dans les Coopératives de céréales et légumes secs (CCLS), à travers l'ensemble des wilayas.

Le ministère fixe un prix compétitif de 3 900 DA le quintal, une tarification pensée pour mettre fin aux pratiques spéculatives qui avaient contribué à une flambée injustifiée des prix, parfois supérieurs à 5 000 DA le quintal.

Cet encadrement se veut un instrument de régulation et un moyen de soulager la pression financière pesant sur les éleveurs. Dans la même dynamique, le gouvernement maintient le prix subventionné de l'orge destiné aux femelles reproductrices à 2 500 DA le quintal. Cette mesure vise à encourager les éleveurs à préserver le cheptel national, à renforcer les capacités de reproduction et à améliorer la qualité globale de la production animale.

Elle s'inscrit dans une vision de long terme visant à consolider les bases d'une production locale durable et compétitive.

Le ministère annonce également de nouveaux dispositifs relevant de l'Office national des aliments de bétail (ONAB). Celui-ci fournira, via ses unités de production, des aliments équilibrés à base de son, de maïs et de soja, au prix de 3 150 DA le quintal pour les ovins et 3 300 DA pour l'engraissement bovin. Ces tarifs encadrés ont pour objectif de permettre aux éleveurs d'accéder à des produits de qualité, répondant aux standards d'alimentation moderne. Parallèlement, une régulation du prix du son a été décidée, avec une disponibilité garantie à 1 800 DA le quintal dans les minoteries.

Cette décision vise à stabiliser un intrant essentiel à la composition des aliments pour bétail, contribuant ainsi à un fonctionnement plus équilibré du marché. Le ministère indique que l'ensemble de ces mesures fera l'objet d'un suivi rigoureux afin d'en évaluer l'efficacité à court et moyen termes. Il réaffirme d'ailleurs sa volonté de travailler en étroite collaboration avec les représentants de la filière, les chambres d'agriculture et l'Union nationale des paysans algériens afin de bâtir une stratégie commune de développement. Ces actions s'inscrivent dans la continuité de la rencontre nationale consacrée à la filière des viandes rouges, qui a mis en évidence un besoin urgent de régulation, d'organisation et de soutien ciblé.

R.N

COLLECTIVITÉS LOCALES

M. Sayoud salue l'avancement exemplaire des projets structurants et met en lumière le rôle central du wali Bouzaid Fethi

La wilaya de Tissemsilt continue d'affirmer son entrée dans une phase de transformation profonde, portée par une vision de développement ambitieuse insufflée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Par **Abed MEGHIT**

La visite effectuée lundi par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, accompagné du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a confirmé cette dynamique ascendante.

Cette mission de terrain a été l'occasion pour le ministre de saluer l'état d'avancement remarquable des projets inscrits dans le programme complémentaire de développement, tout en mettant en exergue le rôle essentiel joué par le wali de Tissemsilt, M. Bouzaid Fethi, dans la conduite et la réussite de ces chantiers.

Dès le début de sa visite, M. Sayoud a souligné que ce programme stratégique, accordé par le président de la République, a permis à la wilaya de sortir progressivement de son isolement historique.

Selon le ministre, les projets réalisés et ceux en cours « renforceront la dynamique territoriale et permettront à Tissemsilt d'accéder au rang des grandes wilayas du pays ».

Il a tenu à adresser ses remerciements à l'ensemble des responsables locaux, particulièrement au wali Bouzaid Fethi, dont l'engagement de terrain, la rigueur administrative et la proximité avec la population ont contribué à accélérer la mise en œuvre des

programmes.

La démarche de gouvernance adoptée par M. Bouzaid Fethi a profondément modifié le rythme et la qualité du suivi administratif dans la wilaya.

Fidèle aux orientations du président de la République et aux directives du ministère de l'Intérieur, il privilégie une méthode fondée sur le contact direct, l'écoute permanente et l'intervention rapide.

Multipliant les visites dans les communes, les zones rurales et les chantiers en cours, il veille personnellement à ce que les préoccupations des citoyens soient prises en charge et que les obstacles liés à la réalisation des projets soient levés sans délai.

Pour lui, « l'administration doit sortir de ses bureaux pour redevenir un acteur présent, attentif et au service de la population ».

Cette philosophie, soutenue par la volonté politique centrale, a permis d'instaurer une véritable culture de résultat.

Lors de leur déplacement, les deux ministres ont inspecté plusieurs projets phares, dont celui de la zone d'activités dédiée aux microentreprises dans la localité d'El Guettar, commune d'El Ayoune.

Ce futur pôle économique vise à encourager l'entrepreneuriat local, à créer de nouvelles opportunités pour les jeunes porteurs de projets et à renforcer l'économie de proximité. Dans la même commune, a été inauguré un

centre de proximité pour le stockage des céréales à Selmana, une infrastructure stratégique destinée à augmenter les capacités de stockage de la wilaya et à sécuriser la chaîne d'approvisionnement.

La visite s'est poursuivie sur les axes routiers structurants de la région, où deux projets majeurs ont été mis en avant : la mise en service du dédoublement de la RN120 sur 22 km, reliant El Ayoune à Djelfa, et l'inspection de l'avancement du dédoublement de la RN127 sur 73 km, qui reliera la commune d'El Ayoune à l'autoroute Nord-Sud via un échangeur moderne à Ksar El Boukhari, dans la wilaya de Médéa.

Ces deux infrastructures, inscrites dans le programme complémentaire de développement, constituent des maillons essentiels pour désenclaver la wilaya, fluidifier la circulation et soutenir les flux économiques régionaux.

Le wali Bouzaid Fethi, présent sur plusieurs étapes de cette visite, a rappelé l'importance d'une coordination permanente entre les équipes locales, les services techniques, les entreprises réalisatrices et les autorités centrales.

Pour lui, « chaque projet n'a de valeur que lorsqu'il se traduit en bénéfices concrets pour les citoyens ».

Parmi ses priorités : le respect strict des délais, la qualité des travaux, la transparence dans les procédures et l'écoute

des préoccupations des habitants.

Ses déplacements réguliers constituent autant de missions d'inspection, d'ajustement et de relance des chantiers, garantissant une exécution harmonieuse et continue des programmes engagés.

Grâce à cette gouvernance active et constructive, Tissemsilt s'impose aujourd'hui comme un modèle de gestion locale moderne, où l'administration s'implique directement, où les citoyens sont placés au cœur de la décision publique et où les résultats sont perceptibles sur le terrain.

La dynamique instaurée par le wali, saluée par le ministre Sayoud, reflète une vision de proximité, d'efficacité et de transparence, parfaitement alignée avec les orientations nationales.

En clôturant sa visite, le ministre a réaffirmé son soutien aux efforts menés dans la wilaya et a souligné que les avancées enregistrées à Tissemsilt illustrent clairement ce que peut accomplir une administration engagée, coordonnée et résolument tournée vers le développement.

Avec la mobilisation des autorités locales, dont le wali Bouzaid Fethi, et l'appui du gouvernement, la wilaya entame une nouvelle phase de son parcours, marquée par la confiance, l'ambition et la concrétisation progressive des attentes de sa population.

POUVOIR D'ACHAT EN ALGÉRIE

Des réformes majeures pour une justice sociale durable depuis 2020

Depuis son arrivée à la tête de l'État en 2020, le président Abdelmadjid Tebboune a engagé un vaste chantier de réformes sociales qui ont profondément modifié la structure des revenus en Algérie.

Dans un contexte économique mondial troublé par les crises sanitaires, les tensions géopolitiques et la baisse des prix de l'énergie, le chef de l'État a fait du renforcement du pouvoir d'achat et de la justice sociale un axe stratégique majeur, privilégiant une approche centrée sur le citoyen et son bien-être. L'une des premières décisions phares fut la revalorisation du Salaire national minimum garanti (SNMG), porté à 20.000 DA dès juin 2020, marquant la première hausse significative depuis près d'une décennie.

Cette mesure, adoptée malgré des difficultés budgétaires conjoncturelles, a ouvert la voie à une série de rehaussements successifs destinés à redonner une marge de stabilité aux travailleurs, aux retraités et aux jeunes en quête d'emploi.

Deux ans plus tard, la révision de la grille indiciaire de la fonction publique en 2022 a donné lieu à la plus importante opération de revalorisation salariale depuis l'indépendance.

La hausse globale, estimée à près de 47 % entre 2022 et 2024, a touché l'ensemble des corps et grades, avec des augmentations mensuelles comprises entre 4.500 et 8.500 DA, incluant salaires, primes et indemnités. Dans la même logique, l'impôt sur le revenu global (IRG) a été totalement supprimé pour les rémunérations inférieures à 30.000 DA, permettant à environ 6,5 millions de travailleurs et fonctionnaires de bénéficier d'un gain financier direct.

Cette mesure, en conformité avec les engagements électoraux du président de la

République, a constitué un signal fort en faveur de la redistribution et de l'équité fiscale. Les enseignants ont également bénéficié d'un effort particulier.

À travers l'entrée en vigueur du nouveau régime indemnitaire et la révision du classement, des hausses atteignant jusqu'à 30 % ont été accordées entre 2023 et 2024, renforçant l'attractivité d'un secteur essentiel au développement national.

De même, les professionnels de la santé ont vu leurs efforts reconnus par différentes mesures de soutien, notamment durant la période critique de la pandémie. Le processus s'est consolidé le 30 novembre 2025, lorsque le président Tebboune a décidé une nouvelle revalorisation du SNMG, porté à 24.000 DA à compter du 1er janvier 2026. Il s'agit de la plus importante hausse enregistrée depuis la mise en place du salaire minimum en Algérie, confirmant l'orientation sociale et le volontarisme économique du gouvernement dans un contexte où l'inflation nationale a reculé à 2,2 % fin septembre dernier.

Dans la même esprit, l'allocation chômage, instaurée en 2022 « une première dans le monde arabe et en Afrique » a connu plusieurs revalorisations.

Initialement fixée à 13.000 DA, elle a été portée à 15.000 DA la même année, puis à 18.000 DA lors du dernier Conseil des ministres. Cette allocation, assortie d'une prise en charge sanitaire des bénéficiaires, constitue aujourd'hui l'un des dispositifs les plus emblématiques du soutien aux jeunes en transition professionnelle. Les retraités, autre catégorie essentielle au tissu social, ont bénéficié d'augmentations allant de 10 à 15 % en 2024. Le seuil minimum de la pension a été relevé à 15.000 DA pour les bénéficiaires des montants les plus faibles

et à 20.000 DA pour ceux dépassant 15.000 DA. Une nouvelle révision des pensions est actuellement en cours d'étude, conformément aux instructions du chef de l'État. Parallèlement, l'allocation de solidarité nationale a été revalorisée en 2023, atteignant 12.000 DA pour les bénéficiaires en situation précaire.

Les étudiants ont également été soutenus à travers la révision de leur bourse, tandis que l'allocation touristique a été portée à 750 euros pour les adultes et 300 euros pour les mineurs.

Le secteur agricole, pilier de la sécurité alimentaire, a fait l'objet d'une attention particulière, avec des mesures visant à encourager la production locale, soutenir les filières stratégiques et lutter contre la spéculation. Parmi les décisions importantes figurent l'augmentation du prix d'achat des légumineuses, les facilitations bancaires pour les investissements dans les chambres froides et le renforcement de la marge bénéficiaire des producteurs de lait.

Les importations exceptionnelles d'un million de têtes de bétail pour l'Aïd 2025 « exemptées de taxes » ont aussi permis de stabiliser les prix et de protéger les ménages. À travers cette série de réformes ambitieuses, le président de la République a engagé une dynamique profonde visant à consolider la cohésion sociale, stimuler l'économie et améliorer durablement les conditions de vie.

Ces décisions, portées par une vision globale, reflètent une volonté d'inscrire la justice sociale au cœur du projet national, dans une période mondiale marquée par l'incertitude, mais aussi par l'espoir d'un mieux-être collectif davantage protégé et équitale.

R.N

TISSEMSILT

Le wali Bouzaid Fethi impulse une nouvelle dynamique dans les secteurs de l'hydraulique et de l'éducation

Dans une démarche qui s'inscrit pleinement dans la logique de gouvernance de proximité et de suivi rigoureux des programmes publics, le wali de Tissemsilt, M. Bouzaid Fethi, a présidé ce dimanche dernier, au siège de la wilaya, deux réunions de coordination majeures consacrées respectivement aux secteurs de l'hydraulique et de l'éducation.

Par Abed MEGHIT

Deux domaines sensibles qui conditionnent directement la qualité de vie des citoyens et l'avenir des élèves de la région.

Dès les premières heures de la matinée, le wali a réuni autour de lui le secrétaire général de la wilaya, le directeur de l'hydraulique ainsi que l'ensemble des services techniques concernés, afin d'évaluer la situation de la gestion du service public de l'eau potable et de passer en revue l'état d'avancement des projets relevant du secteur.

Cette rencontre a permis de dresser un état précis de l'alimentation en eau potable à travers les communes de la wilaya, de cerner les contraintes persistantes et d'établir les priorités opérationnelles pour assurer une distribution stable, continue et répondant aux attentes des citoyens.

Le chef de l'exécutif local a insisté sur la nécessité d'un suivi strict des chantiers hydrauliques en cours et d'une coordination accrue entre



les différentes structures, soulignant que l'accès à une eau potable de qualité demeure un droit fondamental et un indicateur essentiel de performance des services publics.

À cet effet, il a exhorté les responsables à accélérer les interventions techniques, optimiser la gestion des réseaux et garantir une communication permanente avec les communes pour anticiper toute perturbation éventuelle.

Dans un second temps, toujours au siège de la wilaya, M. Bouzaid Fethi a présidé une autre réunion consacrée cette fois au secteur de l'éducation, en

présence du secrétaire général, du directeur des équipements publics ainsi que de plusieurs cadres locaux.

Cette rencontre s'est inscrite dans la continuité des efforts visant à renforcer les infrastructures scolaires et améliorer les conditions de scolarisation des élèves sur l'ensemble du territoire de la wilaya.

Les responsables ont passé en revue les projets en cours ou en voie de lancement, gérés par la Direction des équipements publics, notamment ceux relatifs à la construction, la réhabilitation et l'équipement des

établissements scolaires.

Le wali a rappelé l'importance stratégique de ces programmes, considérés comme un investissement indispensable pour garantir un cadre d'apprentissage moderne, sécurisé et adapté aux besoins pédagogiques actuels. Il a appelé à une mobilisation totale pour lever les contraintes techniques et administratives, respecter les délais contractuels et assurer la qualité des travaux afin que les nouvelles structures puissent être livrées et mises en service dans les meilleures conditions.

À travers ces deux réunions successives, le wali de Tissemsilt confirme une volonté ferme d'insuffler une dynamique proactive de suivi, de coordination et de performance, tant dans la gestion des ressources hydriques que dans le développement des infrastructures éducatives.

Une démarche qui vise à répondre efficacement aux attentes de la population et à accompagner le développement global de la wilaya dans des secteurs vitaux pour son avenir.

GHARDAÏA

Un pôle d'excellence pour former les professionnels de demain dans les énergies renouvelables

Dans une démarche stratégique visant à renforcer la position de l'Algérie dans le secteur des énergies renouvelables, le Centre de formation professionnelle d'Oued-Nechou, situé à seulement 10 kilomètres au nord de Ghardaïa, sera prochainement transformé en un pôle d'excellence dédié aux métiers de l'énergie solaire et renouvelable.

Cette initiative majeure, soutenue par une coopération algéro-allemande et l'appui technique de l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ), s'inscrit dans le cadre du projet AEDA II, qui ambitionne de moderniser la formation professionnelle et de préparer les jeunes diplômés à répondre aux besoins croissants du marché du travail dans ce secteur clé.

Mohamed Agueb, directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels (DFEP) de Ghardaïa, a précisé que ce projet s'appuie sur l'expérience allemande en matière de formation professionnelle spécialisée, intégrant des méthodologies pédagogiques innovantes et adaptées aux exigences internationales.

« L'objectif est de permettre aux étudiants d'acquérir non seulement des compétences techniques avancées mais aussi une vision globale de la gestion de projets énergétiques, afin de renforcer leur employabilité et leur insertion sur le marché du travail », a-t-il expliqué.

Le futur pôle d'excellence s'étendra sur une superficie de plus d'un hectare et pourra accueillir 300 étudiants en formation initiale et continue.

Une résidence étudiante de 60 lits sera également aménagée pour les apprenants venant de régions éloignées, garantissant ainsi une immersion totale dans un environnement d'apprentissage moderne et stimulant.

Les étudiants bénéficieront de travaux pratiques sur des infrastructures emblématiques de la région, telles que la mini-station d'énergie solaire d'Oued-Nechou, mise en service en 2012 avec une capacité de 1,1 MW et équipée de 6 000 panneaux photovoltaïques, ainsi que la mini-centrale photovoltaïque expérimentale de 30 kW, opérationnelle depuis 2016 au sein de l'unité de recherche en énergie renouvelable de Ghardaïa et de l'université locale.

Ce centre sera également un lieu d'innovation et de recherche appliquée, en collaboration avec l'unité de recherche locale, première du Sud algérien, créée en novembre 2002 et affiliée au Centre de recherche appliquée en énergies renouvelables (CDER).

Cette unité se concentre sur la maîtrise de nouvelles technologies, l'innovation et le développement de solutions adaptées aux besoins socio-économiques de la région.

L'implantation de ce pôle à Ghardaïa illustre la volonté des pouvoirs publics de faire de la région un véritable hub pour la formation et le développement des énergies renouvelables, en particulier dans le domaine solaire, fortement exploitable dans le Sud algérien.

Les programmes de formation couvriront l'ensemble des métiers liés aux énergies renouvelables, de l'ingénierie à l'installation et la maintenance des systèmes photovoltaïques, en passant par la gestion énergétique et la conception de solutions innovantes adaptées aux environnements désertiques.

« Nous voulons former des professionnels capables de répondre aux standards internationaux et de contribuer efficacement à la transition énergétique du pays », a souligné Mohamed Agueb.

La coopération algéro-allemande prévoit également l'apport de technologies de pointe, d'équipements modernes et de méthodes pédagogiques novatrices, permettant aux étudiants de bénéficier d'une formation pratique et théorique de très haut niveau.

L'expérience acquise dans ce cadre pourra ensuite être transférée à d'autres régions du pays, consolidant la position de l'Algérie comme acteur majeur dans le domaine des énergies renouvelables en Afrique.

Avec ce projet, Ghardaïa se positionne donc comme une plateforme stratégique de développement scientifique et technique, prête à relever les défis énergétiques du futur tout en créant des opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés.

Le pôle d'excellence permettra également de stimuler la recherche et l'innovation, en encourageant la collaboration entre étudiants, chercheurs et professionnels du secteur, et en favorisant l'émergence de solutions technologiques adaptées aux contraintes climatiques et environnementales de la région.

Ce projet ambitieux représente un pas décisif pour l'Algérie dans sa stratégie énergétique et son développement économique durable, en offrant aux jeunes talents un cadre d'apprentissage exceptionnel et en renforçant la compétitivité nationale dans le secteur des énergies renouvelables.

Ghardaïa devient ainsi un modèle de réussite dans la formation spécialisée, l'innovation et l'excellence scientifique.

R.L

R.R

SIDI BEL ABBES

Une nouvelle impulsion agricole à Marhoum grâce à la mise en valeur de 63 périmètres fonciers

La daïra de Marhoum, au sud de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, connaît un tournant majeur dans son développement agricole grâce à la remise officielle de soixante-trois arrêtés de mise en valeur au profit d'investisseurs engagés dans la dynamique agricole nationale.

Cette opération, supervisée par le wali de la wilaya, Kamel Hadji, lors d'une visite d'inspection particulièrement dense, s'inscrit dans un vaste programme visant à créer de véritables pôles agricoles intégrés couvrant près de 17.000 hectares dans les communes de Marhoum et Bir El Hammam. La démarche reflète la nouvelle vision de l'État en matière d'agriculture : encourager l'investissement, faciliter l'accès au foncier productif, et moderniser les périmètres grâce à des infrastructures capables de soutenir une production soutenue et diversifiée.

Le wali a rappelé, à cette occasion, que les pouvoirs publics maintiennent un soutien constant aux investisseurs agricoles, notamment par la simplification des procédures, la réduction des obstacles administratifs et l'amélioration des conditions nécessaires à l'exploitation durable des terres.

Cette remise d'arrêtés n'est cependant que l'un des volets de la visite. Dans la commune de Ma-

rhoum, Kamel Hadji a inspecté un projet crucial : le raccordement à l'électricité d'un puits profond, indispensable pour garantir l'irrigation de plusieurs périmètres agricoles.

L'eau représente l'un des nerfs vitaux de l'activité agricole, et ce projet constitue un levier stratégique pour stabiliser et renforcer la production agricole locale.

Dans la zone d'El-Massabih, les travaux de raccordement électrique d'un autre puits profond ont été officiellement relancés, confirmant la volonté de l'exécutif local d'accélérer les chantiers structurants. Le wali a également examiné l'avancement des travaux d'aménagement des périmètres agricoles inscrits dans le programme de la wilaya.

Les 17.000 hectares concernés devraient, à terme, constituer un véritable bassin de production capable de contribuer significativement à la sécurité alimentaire régionale et nationale.

Ces périmètres bénéficient d'investissements ciblés dans l'irrigation, la viabilisation, l'accès aux pistes agricoles et l'amélioration des réseaux d'énergie.

Une autre étape importante de la tournée a été l'inspection du chantier de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 500

m³ dans la commune de Sidi Chaïb. Ce réservoir jouera un rôle clé dans l'amélioration du stockage d'eau et dans la régularité de l'alimentation des exploitations agricoles, renforçant ainsi la résilience hydraulique de la zone.

Tout au long de sa visite, le wali s'est entretenu avec les citoyens, écoutant leurs préoccupations, leurs attentes et leurs suggestions.

Il a réaffirmé que la démarche des autorités repose sur un suivi de terrain permanent permettant d'ajuster les interventions, d'accélérer les projets en souffrance et de garantir la concrétisation des engagements publics.

Cette proximité, conjuguée à l'ambition agricole de la wilaya, traduit une volonté claire : transformer Marhoum et ses environs en une zone agricole dynamique, structurée et durable.

À travers cette série d'initiatives, la wilaya de Sidi Bel-Abbès confirme son orientation résolue vers la valorisation de son potentiel agricole.

La remise des 63 arrêtés représente ainsi un signal fort adressé aux investisseurs et aux citoyens : l'avenir local se construira autour d'une agriculture modernisée, performante et pleinement intégrée aux priorités nationales.

AKBOU

Salon « Vallée-Pro » s'impose comme le nouveau carrefour stratégique de l'immobilier et de l'investissement

Le rendez-vous immobilier le plus attendu de la vallée de la Soummam revient en force. Du 30 novembre au 6 décembre 2025, Akbou accueillera la 2^e édition du Salon « Vallée-Pro », un événement qui entend placer l'immobilier au cœur de la dynamique économique régionale.

Par Abed Meghit

Forte du succès de sa première édition en 2018, la manifestation revient avec une ambition renouvelée : faire d'Akbou un pôle incontournable pour les investisseurs, les promoteurs et toutes celles et ceux qui souhaitent concrétiser un projet de logement.

Si le choix d'Akbou s'impose à nouveau, c'est parce que la ville réunit aujourd'hui tous les atouts stratégiques nécessaires à un salon d'envergure. Située au cœur d'une commune abritant l'une des zones industrielles les plus dynamiques d'Algérie, elle bénéficie d'une attractivité économique croissante.

L'expérience de 2018 avait déjà démontré la capacité de la ville à accueillir un événement d'une telle ampleur et à créer un espace d'échanges fluides entre professionnels, experts et porteurs de projets.

Depuis, Akbou n'a cessé de monter en puissance. Cette progression s'explique par son statut de véritable pôle d'activités : entreprises innovantes, investissements en hausse et infrastructures en développement rapide.

La ville attire en permanence de nouveaux investisseurs, particulièrement dans l'immobilier, un secteur porté par une demande en forte progression. Logements promotionnels, projets sur plan ou investissements à long terme : la région a vu émerger un marché à la fois dynamique, varié et porteur d'avenir.

Installer le Salon Vallée-Pro en plein centre d'une telle effervescence renforce non seulement sa visibilité, mais surtout la pertinence de ses ambitions. La centralité géographique d'Akbou permettra également d'attirer un public large et diversifié.

Les visiteurs viendront de toute la vallée, des communes voisines, mais également de plusieurs wilayas environnantes comme Bordj Bou-Arerdj, Sétif ou Bouira. Une affluence qui promet une visibilité exceptionnelle aux exposants, qu'ils soient promoteurs, opérateurs financiers ou spécialistes de l'investissement.

Pour ces professionnels, le salon représente une opportunité rare de se rapprocher directement de leurs



futurs clients, d'élargir leurs réseaux et de consolider leur présence dans une région en pleine mutation économique.

Le Salon Vallée-Pro 2025 souhaite également attirer une typologie d'investisseurs variée, le citoyen souhaite acquérir son premier logement jusqu'aux porteurs de portefeuilles immobiliers à la recherche de projets fiables et prometteurs.

Les familles découvriront l'ensemble des formules d'accès aux logements promotionnels, tandis que les investisseurs pourront évaluer des opportunités solides dans un secteur perçu comme l'un des plus sûrs pour sécuriser l'avenir financier.

L'immobilier demeure, pour beaucoup, une valeur refuge : un patrimoine stable, durable et gage de sécurité. Les promoteurs immobiliers présents mettront en avant une large palette de solutions adaptées à toutes les couches sociales.

La classe moyenne bénéficiera de programmes accessibles via le VSP ou les crédits bancaires traditionnels, tandis que les ménages plus aisés et les

investisseurs pourront se tourner vers des formules flexibles comme le paiement par tranches ou l'autofinancement.

Le salon n'oublie pas non plus la diaspora, aujourd'hui accompagnée par de nouveaux dispositifs mis en place par l'État pour faciliter l'investissement à distance. Car posséder un logement reste bien plus qu'un projet matériel : c'est un rêve d'avenir, un symbole de stabilité et un ancrage familial durable.

Au-delà de la dynamique commerciale, le Salon Vallée-Pro 2025 ambitionne de renforcer la visibilité du secteur immobilier dans l'ensemble de la région de Béjaïa.

En multipliant les rencontres professionnelles, en favorisant les échanges directs et en créant des passerelles entre acteurs économiques, promoteurs, institutions financières et citoyens, l'événement souhaite établir un réseau solide et durable.

L'objectif : encourager la transparence, faciliter l'accès aux nouveautés du marché et dynamiser les opportunités d'investissement dans l'une des régions les plus prometteuses du pays.

Les retombées économiques attendues pour Akbou et sa zone industrielle sont considérables. L'afflux de visiteurs et d'investisseurs permettra de renforcer l'activité commerciale locale, de donner davantage de visibilité aux entreprises implantées dans la zone industrielle et de soutenir le tissu économique de la commune.

Pour les habitants, le salon offre également une occasion précieuse d'obtenir des informations fiables sur les différentes formules d'accès au logement. Quant à la diaspora, elle trouvera dans cet événement un espace structuré pour investir dans sa région d'origine.

Au-delà d'un simple salon, Vallée-Pro 2025 se présente comme un moteur de développement local, un acteur de cohésion entre professionnels et citoyens, et un levier majeur pour promouvoir un immobilier moderne, accessible et porteur d'avenir. Akbou confirme ainsi son statut de carrefour économique incontournable, prêt à accueillir un événement à la hauteur de ses ambitions et des attentes de ses visiteurs.

Alliance Assurances ouvre une nouvelle dynamique boursière avec le lancement officiel de son Opération Sur Titre

Alliance Assurances continue de consolider sa position d'acteur de référence dans le secteur financier algérien. En partenariat avec la Bourse d'Alger, la Banque de Développement Local (BDL) et Société Générale Algérie (SGA), la compagnie a procédé, mardi 2 décembre, au lancement officiel d'une Opération Sur Titre (OST) lors d'une cérémonie organisée au siège de la Bourse d'Alger.

Cette initiative représente une étape structurante dans la stratégie de développement et de modernisation d'Alliance Assurances, qui célèbre cette année deux décennies d'engagement, d'innovation et de performance.

Cette opération s'inscrit dans la continuité de l'augmentation du capital social de la compagnie, dévoilée le 5 juin 2025 à l'issue de l'Assemblée Générale Extraordinaire. L'intégration d'un montant de 1 764 571 420 DZD porte désormais le capital d'Alliance Assurances à 5 293 713 880 DZD.

L'entreprise ambitionne même d'atteindre les 12 milliards de dinars à l'horizon 2028-2029, un objectif révélateur de sa solidité financière et de sa vision claire malgré un environnement concurrentiel et des défis persistants dans le secteur des assurances.

Une redistribution stratégique au profit des actionnaires

L'augmentation de capital s'est traduite par l'émission de 4 643 609 actions nouvelles, attribuées gratuitement aux actionnaires selon une parité d'une action pour deux détenues.

Ce dispositif, destiné à renforcer la va-

leur du portefeuille des investisseurs, a toutefois généré des « rompus » pour les détenteurs de nombres impairs d'actions.

Ces derniers sont invités à se rapprocher de leurs intermédiaires en opérations de bourse pour formaliser soit une cession de droits, soit un achat complémentaire, durant une période de négociation ouverte pour deux mois à compter du 2 décembre.

Les intermédiaires habilités — BNA, BEA, BADR, CPA, CNEP, BDL, SGA, Tell Markets, El Salam Bank, Invest Market SPA et Al Baraka Bank — accompagneront les actionnaires dans ces démarches, garantissant une opération fluide, conforme aux règles de transparence imposées par la réglementation de la COSOB. Les rompus restants seront, à l'issue de la période, convertis en actions puis vendus en Bourse, le produit net étant redistribué aux propriétaires selon leur part.

Un titre ajusté mais toujours prisé en Bourse

L'opération s'est accompagnée d'un ajustement technique du cours de l'action, conformément au règlement général de la Bourse des valeurs mobilières. Le prix du titre est passé de 450 à 300 DA ex-droit attribuable.

Cette révision n'a en rien affecté l'attractivité d'Alliance Assurances sur le marché : la demande demeure forte, et les analystes financiers continuent d'observer une tendance haussière régulière, signe de la confiance des investisseurs.

Pour les actionnaires, la valeur globale du portefeuille reste intacte : une

détention de deux actions offre automatiquement droit à une action gratuite, venant s'ajouter au dividende en numéraire déjà distribué le 30 juillet dernier. Une récompense double, assumée pleinement par la compagnie.

Vingt ans d'engagement : l'innovation au cœur de la stratégie

Fidèle à son slogan « 20 ans de confiance : cap sur l'avenir, cap sur le digital », Alliance Assurances poursuit avec détermination son virage technologique. La compagnie s'aligne sur les engagements du Président de la République, notamment en matière de digitalisation du secteur des assurances, à travers un investissement massif dans la modernisation de ses process.

Elle propose aujourd'hui une gamme de services entièrement numérisés et multiplie les solutions innovantes. Trois applications mobiles « MyAlliance, CARGO et OSTOLI » ont été récemment lancées pour faciliter les démarches des assurés, améliorer la visibilité des opérations, optimiser la traçabilité et gagner en efficacité. Cette dynamique se poursuivra dès 2026 avec la généralisation du m-paiement et l'intégration de l'interopérabilité du paiement mobile, marquant une avancée majeure pour une compagnie résolument tournée vers la modernité.

Un siège social moderne, symbole d'une identité renouvelée

Alliance Assurances s'apprête également à franchir une autre étape importante : l'achèvement de son nouveau siège social au cœur de Bab Ezzouar, au

sein du principal hub économique du pays.

Avec ses 20 000 m² de surfaces développées et un investissement dépassant 4 milliards de dinars, ce bâtiment sera le premier siège d'une compagnie d'assurances privée en Algérie répondant aux standards internationaux. Son inauguration, prévue entre fin 2026 et début 2027, incarnera la vision stratégique de la compagnie : modernité, proximité, efficacité et ambition affirmée.

Une reconnaissance partagée avec les partenaires et actionnaires

À l'occasion de cette OST, Alliance Assurances a tenu à exprimer sa profonde gratitude envers ses actionnaires — considérés comme de véritables partenaires de développement — ainsi qu'à l'ensemble de ses partenaires institutionnels.

Ses remerciements vont à la Bourse d'Alger, Algérie Clearing, la COSOB, la BDL en tant que Teneur de Compte Central, ainsi qu'au ministère de tutelle et aux intermédiaires en opérations de bourse, pour leur accompagnement constant et leur confiance indéfectible.

À travers cette opération sur titre, Alliance Assurances confirme son rôle de pionnière, sa capacité d'adaptation et son engagement à bâtir un secteur des assurances moderne, performant et aligné sur les standards internationaux.

Une entreprise qui avance, structure son avenir et continue de renforcer son lien avec ceux qui l'accompagnent depuis vingt ans : ses actionnaires, ses partenaires et ses assurés.

R. E.

ALGÉRIE-OMAN

Oualid ouvre la 7^e édition du Salon Oman AgroFood 2025 et renforce le partenariat agricole bilatéral

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a marqué une étape majeure dans le renforcement des relations agricoles entre l'Algérie et le Sultanat d'Oman en présidant, lundi à Mascate, l'ouverture officielle de la 7^e édition du Salon international Oman AgroFood 2025.

L'événement, qui se tient du 1^{er} au 3 décembre au Centre des congrès et expositions de Mascate, place l'Algérie en position d'invitée d'honneur et rassemble 18 exposants algériens, aux côtés de représentants de nombreux pays de la région et du monde.

Organisé sous le patronage du ministre omanais de l'Agriculture, de la Pêche et des Ressources en eau, Saoud Al-Habsi, et du Secrétaire général du Conseil des ministres omanais, Ben Mohammed Al Harthi, le salon constitue un carrefour stratégique pour présenter les dernières innovations en matière d'agriculture, de pêche, d'aquaculture et de transformation alimentaire.

Selon un communiqué du ministère algérien, cet espace d'échange offre également l'opportunité de renforcer la coopération économique et commerciale, ainsi que de favoriser les investissements bilatéraux dans ces secteurs clés.



Au cœur de cette visite officielle, M. Oualid a été reçu par Son Altesse, le Prince Sayyid Asa'ad bin Tarik al-Saïd, Vice-Premier ministre chargé des relations et de la coopération internationale, avec qui il a discuté des moyens de consolider les relations privilégiées entre les deux pays.

Les échanges ont porté sur le développement de partenariats stratégiques et sur la mutualisation des expertises dans des domaines d'intérêt commun, soulignant la volonté des deux nations de porter leur coopération à un niveau supérieur.

Parallèlement, le ministre algérien a tenu une réunion de travail avec M. Al-Habsi, réunissant les délégations des deux pays, afin d'explorer les opportunités de coopération dans l'agriculture saharienne, la pêche, l'aquaculture et les industries agroalimentaires.

Les discussions ont également porté sur l'identification de projets d'investissement communs et sur l'échange de bonnes pratiques et savoir-faire, visant à créer des partenariats économiques solides et profitables.

Dans la perspective de renforcer les liens écono-

miques, un forum d'affaires algéro-omanais sera organisé dès mardi prochain, réunissant des entrepreneurs des deux pays pour étudier les possibilités d'investissement et développer des projets à forte valeur ajoutée.

Enfin, M. Oualid a également rencontré le président du conseil d'administration de la Société omanaise « Oman Food Investment Holding », Muneer Al Muniri, consolidant ainsi le cadre de coopération entre le secteur public et les acteurs privés dans les domaines stratégiques de l'agroalimentaire.

La participation de l'Algérie à Oman AgroFood 2025 illustre la dynamique positive des relations bilatérales et confirme la volonté des deux nations de transformer leurs échanges en opportunités concrètes pour le développement agricole, la sécurité alimentaire et la valorisation des industries locales.

R. E.

Les produits algériens séduisent les marchés du Golfe

La participation algérienne au Salon international omanien de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation « Oman AgroFood 2025 » a rencontré un franc succès dès l'ouverture de l'événement, lundi, au Centre des congrès de Mascate.

Le stand algérien, où sont exposés les produits de 18 entreprises nationales, a suscité une affluence remarquable de la part des visiteurs, des professionnels du secteur et des opérateurs économiques du Golfe.

Selon le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, cet engouement témoigne de l'intérêt croissant pour l'offre algérienne, dont la qualité et la compétitivité sont de plus en plus reconnues à l'international.

Les exposants ont présenté une large gamme de produits agricoles, de

techniques d'irrigation, d'équipements agricoles, d'aliments et produits transformés, ainsi que des solutions de conditionnement et de chaîne du froid.

L'Algérie, invitée d'honneur de cette 7^e édition, ambitionne de renforcer sa présence sur les marchés du Golfe, considérés comme des plateformes stratégiques pour la diversification des exportations hors hydrocarbures.

La participation algérienne s'inscrit dans une démarche globale visant à ouvrir de nouveaux débouchés aux entreprises nationales et à faire valoir le savoir-faire local auprès de partenaires économiques à fort potentiel.

La cérémonie d'ouverture s'est déroulée en présence du ministre algérien de l'Agriculture, Yacine El-Mahdi Oualid, du ministre omanais de

l'Agriculture, Saoud Al-Habsi, ainsi que de hautes autorités du Sultanat.

Les différents échanges entre les acteurs des deux pays ont mis en exergue des perspectives de coopération prometteuses, notamment dans les domaines de la production agricole, des technologies agro-industrielles et de la logistique.

Le ministère précise que cette participation vise à accompagner les entreprises algériennes dans leur démarche exportatrice et à consolider l'image de l'Algérie comme fournisseur fiable et compétitif de produits agroalimentaires.

Cette dynamique s'aligne sur la stratégie nationale visant à réduire la dépendance aux hydrocarbures et à promouvoir des secteurs alternatifs porteurs.

R. E.

MINE DE GARA DJEBILET

Convention pour le développement de techniques locales de traitement du minerai de fer et la modernisation des systèmes de production

La Société nationale du fer et de l'acier (FERAAL), filiale du groupe Sonarem, a signé une convention-cadre avec le Centre de recherche en technologies industrielles (CRTI), visant à développer des techniques locales de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production selon les normes internationales, indique mardi un communiqué du groupe public.

La convention a été signée en marge des travaux du 1^{er} Atelier scientifique national sur les techniques de traitement du minerai de fer de Gara Djebilet, qui ont débuté lundi à Annaba.

Cette nouvelle collaboration tend à développer des techniques locales pour le traitement du minerai de fer de Gara Djebilet et à moderniser les systèmes de production afin de répondre aux normes internationales, permettant ainsi de doter l'industrie nationale de ressources technologiques avancées et de renforcer sa compétitivité, précise le communiqué.

Dans son allocution, à cette occasion, le représentant du Directeur général de Sonarem, Fethi Filali, a précisé que la mine de Gara Djebilet "dépassait la dimension économique classique" car "il s'agit d'une ressource stratégique contribuant à la construction d'une industrie nationale du fer avancée", insistant sur la nécessité de renforcer la complémentarité entre les capacités de la recherche scientifique et les exigences de l'industrie pour réaliser un progrès qualitatif dans les techniques de traitement du minerai de Gara Djebilet.

L'atelier a connu la participation de représentants des secteurs de l'enseignement supérieur et de l'industrie, d'experts, de chercheurs et des représentants d'entreprises industrielles et minières.

Les intervenants ont présenté un exposé sur le projet de développement et de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet, soulignant son rôle dans le renforcement de la position industrielle et économique de l'Algérie, à travers l'innovation, l'efficacité et l'investissement dans des technologies avancées renforçant sa compétitivité à l'international.

Les travaux de l'atelier se poursuivent mardi avec des interventions techniques et des discussions scientifiques visant à approfondir la recherche et à élargir les perspectives de collaboration entre les secteurs scientifique et industriel, conclut le communiqué de Sonarem.

POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. Zerrouki rencontre les opérateurs économiques activant dans le domaine des centres d'appel

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a tenu une rencontre avec les opérateurs économiques activant dans le domaine des centres d'appel, afin d'examiner les moyens à même de développer ce secteur prometteur et de renforcer sa capacité à créer de nouveaux postes d'emploi au profit des jeunes, indique mardi un communiqué du ministère.

Cette rencontre, tenue lundi, a permis d'évoquer "les opportunités de soutenir l'activité des centres d'appel et d'accompagner les entreprises opérant dans ce domaine, afin d'élargir leurs services sur le marché national", outre "les mécanismes de participation aux

salons internationaux spécialisés en vue d'attirer de nouveaux contrats et de permettre au marché algérien de se positionner comme concurrent régional dans ce domaine", précise la même source.

Le ministre a également discuté avec les opérateurs "des principales contraintes administratives entravant la croissance de cette activité", réaffirmant "l'engagement du secteur à les aplanir afin d'offrir un environnement de travail plus fluide et plus efficace, permettant d'atteindre les objectifs fixés dans les stratégies de développement dans ce domaine".

Dans ce sillage, il a rappelé "le lance-

ment du Centre d'appel commun des opérateurs dans la wilaya d'Ouargla, qu'il a récemment inauguré, lequel centre a été réalisé en partenariat entre l'Algérie Poste, Mobilis et Algérie Télécom, et où plus de 400 emplois ont été créés, avec la possibilité d'atteindre près de 1000 postes durant le premier semestre 2026", a-t-il souligné.

Ce projet, précise le communiqué, s'inscrit "dans une vision globale visant à investir dans les services des centres d'appel pour créer 10.000 postes d'emploi et réaliser 150 millions de dollars d'ici 2027 et atteindre 1,2 milliard de dollars en 2029, avec la création de 300.000 postes d'emploi, reflétant ainsi l'entrée

de l'Algérie dans un marché prometteur aux niveaux régional et international".

Au terme de la rencontre, M. Zerrouki a affirmé que le secteur "poursuivra le soutien de cette orientation, à travers la création de centres d'appel modernes et le développement de compétences humaines capables de fournir des services répondant à des normes professionnelles élevées".

Et d'ajouter que ces structures "seront particulièrement implantées dans les wilayas intérieures et du Sud du pays afin d'insuffler une nouvelle dynamique à l'emploi", conclut le communiqué.

APS

BÉNI-ABBES

Réouverture du musée de la station du milieu saharien, un joyau scientifique et culturel restauré

Après plus d'une année de fermeture pour travaux de réhabilitation, le musée de la station du milieu saharien de Beni-Abbes rouvre enfin ses portes au grand public, marquant une étape majeure dans la valorisation du patrimoine scientifique et culturel de la région de la Saoura.

Le wali de la wilaya, Ali Moulay, accompagné du président de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), a ordonné cette réouverture, soulignant l'importance nationale et internationale de cette structure unique.

Ce musée, implanté au chef-lieu de la wilaya, se distingue par la richesse et l'originalité de sa collection, consacrée à la faune et à la flore sahariennes, ainsi qu'aux traditions populaires et à l'artisanat local.

Pendant la période de fermeture, il était accessible uniquement aux scientifiques et aux étudiants, mais cette réouverture permettra désormais au grand public de découvrir ses trésors et de bénéficier de ses programmes éducatifs et culturels.

La réhabilitation a été réalisée grâce à un investissement de plus de 56 millions de DA, couvrant la rénovation des salles et halls d'exposition, des locaux administratifs et techniques, ainsi que des deux laboratoires spécialisés en biologie animale et végétale.

Ces travaux ont permis de moderniser les infrastructures et de créer un environnement propice à l'étude scientifique et à la valorisation du patrimoine.

Le musée joue un rôle clé

pour les chercheurs et universitaires travaillant dans les domaines de la géologie, de la botanique, de la zoologie et de l'environnement saharien, grâce à sa collection exceptionnelle.

Parmi ses spécificités, on compte des expositions sur la géologie préhistorique, des espèces ornithologiques rares, des insectes rares (entomologie), ainsi que des métiers d'art et des traditions artisanales de la région.

Un zoo didactique, comprenant des animaux caractéristiques des zones arides, dont une tortue âgée de plus de 104 ans, enrichit l'expérience des visiteurs et offre une dimension éducative unique.

Les experts et universitaires avaient précédemment suggéré de rattacher cette station et son musée à l'université Tahri Mohamed de Bechar, ce qui permettrait une gestion académique plus directe et renforcerait les activités scientifiques et pédagogiques.

Une telle intégration offrirait également aux étudiants des opportunités uniques de formation sur le terrain, tout en consolidant le rôle du musée comme centre de recherche et d'innovation pédagogique dans le domaine des sciences naturelles et du patrimoine saharien.



La réouverture du musée s'inscrit dans une vision stratégique de développement culturel et scientifique.

Elle contribue à la promotion de la recherche appliquée dans les régions arides, tout en sensibilisant le public aux richesses naturelles et culturelles du Sahara.

Les visiteurs pourront ainsi découvrir non seulement la biodiversité exceptionnelle de la région, mais aussi les savoir-faire ancestraux, les techniques artisanales et les traditions locales qui témoignent de la richesse culturelle de la Saoura.

Lors d'un récent atelier national sur la géologie, tenu à Beni-Abbes du 9 au 13 octobre, de nombreux experts et

responsables de l'Agence nationale du service géologique d'Algérie (AGSA) ont salué la valeur scientifique et culturelle de cette station et de son musée, soulignant leur rôle stratégique dans la formation et la recherche scientifique.

Cette reconnaissance nationale et internationale renforce l'importance de préserver et de valoriser ce patrimoine unique.

En redonnant vie à cette structure, la wilaya de Beni-Abbes affirme sa volonté de faire rayonner la connaissance scientifique et culturelle du Sahara, tout en créant un lien dynamique entre les institutions académiques, les chercheurs et le

public. La station et son musée deviennent ainsi un modèle de conservation du patrimoine, de recherche scientifique et de transmission des savoirs, tout en contribuant à l'essor touristique et éducatif de la région.

Cette réouverture marque une nouvelle ère pour la station du milieu saharien, qui se positionne désormais comme un centre de référence pour la science, l'éducation et la culture dans le Sud algérien, offrant à la fois un lieu d'étude, de découverte et d'innovation pour les générations présentes et futures.

R.C

ALGER

Les brillants lauréats algériens des Olympiades internationales de mathématiques honorés par le ministre Baddari

Dans une cérémonie empreinte de fierté nationale, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a remis lundi au siège du ministère les médailles du mérite aux étudiants algériens qui se sont distingués lors des Olympiades internationales de mathématiques à Moscou, en Russie.

Cet événement marque une reconnaissance officielle des efforts et du talent de jeunes scientifiques algériens qui portent haut les couleurs du pays sur la scène internationale.

L'équipe, issue de l'École nationale supérieure de mathématiques (ENSM), située dans le pôle scientifique et technologique de Sidi Abdellah à Alger, est composée de Benmoulouka Mohamed Amir, Aït Hamadouche Haitham, Boufadjighen Abdenassir et Hamadi Abdelillah.

Deux professeurs encadrants les ont accompagnés, contribuant à leur préparation et à leur succès remarquable lors de cette compétition internationale prestigieuse.

Le résultat obtenu est impressionnant : une médaille d'or, deux médailles d'argent et une attestation honorifique, témoignage de l'excel-

lence académique et de la rigueur de l'enseignement dispensé à l'ENSM.

Dans son allocution, le ministre Baddari a souligné que ce succès constitue « une preuve irréfutable de la qualité exceptionnelle de l'enseignement des mathématiques dans notre école et de l'efficacité de l'accompagnement pédagogique fourni aux étudiants ».

M. Baddari a également rappelé que cette réussite reflète l'investissement stratégique de l'Algérie dans les sciences et la technologie, soutenu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

La création de l'ENSM, ainsi que de l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), illustre la volonté du pays de développer des pôles d'excellence scientifique capables de former des jeunes chercheurs et professionnels compétents, capables de rivaliser avec les meilleures institutions mondiales.

Selon le ministre, ces performances traduisent « le grand bond accompli par l'Algérie dans le domaine des sciences exactes et de la technologie, qui sont désormais les moteurs du développement national et de la compétitivité du pays sur le

plan international ».

Les résultats obtenus par l'équipe algérienne sont non seulement un honneur pour l'école et le ministère, mais aussi un symbole fort de l'engagement de l'Algérie à promouvoir l'éducation scientifique de qualité et l'excellence académique.

Les étudiants, lors de cette cérémonie, ont exprimé leur reconnaissance envers le président de la République et le ministère pour le soutien apporté et l'opportunité de participer à des compétitions scientifiques internationales.

Ils ont affirmé que ce succès constitue un encouragement à poursuivre leurs efforts et à viser d'autres réalisations dans le domaine des mathématiques et des sciences exactes.

L'ENSM, en tant que pôle scientifique stratégique, joue un rôle essentiel dans la formation de talents capables de répondre aux besoins nationaux et internationaux en matière de recherche et de développement.

La réussite des étudiants aux Olympiades internationales illustre la capacité de cette institution à combiner excellence académique, innovation pédagogique et préparation rigoureuse aux défis scientifiques de

haut niveau.

Cette distinction internationale constitue également un signal fort pour la jeunesse algérienne, démontrant que l'investissement dans l'éducation scientifique et technologique porte ses fruits et ouvre des perspectives prometteuses à l'échelle mondiale.

En outre, elle renforce la visibilité de l'Algérie dans le domaine des sciences exactes et confirme la position du pays comme acteur crédible et ambitieux dans le paysage scientifique mondial.

Cette cérémonie n'est pas seulement un hommage aux lauréats, mais également un message d'encouragement pour toute une génération de jeunes chercheurs et étudiants : persévérance, excellence et innovation sont les clés pour réussir sur la scène internationale.

L'Algérie, par l'intermédiaire de ses institutions et de ses politiques éducatives, affirme ainsi sa volonté de devenir un leader dans l'enseignement scientifique et technologique, capable de former des esprits brillants et de préparer les défis de demain.

R.N

INDONÉSIE

Une catastrophe d'ampleur historique plonge Sumatra dans le chaos humanitaire

La grande île indonésienne de Sumatra vit l'une des pires catastrophes naturelles de son histoire récente.

Les inondations et glissements de terrain qui ravagent la région depuis une semaine ont porté le bilan humain à un niveau dramatique : 631 morts, 472 disparus et plus d'un million d'habitants contraints de fuir leurs foyers pour trouver refuge dans des abris provisoires.

L'Agence nationale de gestion des catastrophes a publié mardi un décompte actualisé qui donne la mesure d'une tragédie dont les conséquences dépassent largement les frontières de l'Indonésie, touchant l'ensemble de l'Asie du Sud-Est et même le Sri Lanka.

À Sumatra, trois provinces situées à l'ouest de l'archipel figurent parmi les plus touchées.

Les pluies diluviennes, continues depuis plusieurs jours, ont provoqué la crue soudaine de nombreux cours d'eau, emportant routes, ponts, habitations et cultures. Au total, plus de 3,3 millions de personnes ont été directement ou indirectement affectées par ces intempéries, qui ont mis à genoux des zones entières déjà fragiles sur le plan socio-économique.

Les autorités ont dû procéder à l'évacuation massive d'un million d'habitants, désormais hébergés dans des écoles, des centres communautaires ou des structures montées en urgence

par les services de secours.

Cette catastrophe régionale dépasse largement les frontières indonésiennes.

En Thaïlande, en Malaisie et au Sri Lanka, les précipitations exceptionnelles ont provoqué des glissements de terrain et des crues soudaines similaires.

Le décompte régional approche désormais les 1.200 morts, sans compter les centaines de disparus dont les chances de survie diminuent au fil des heures.

Les images diffusées par les chaînes locales montrent l'ampleur du désastre : villages engloutis, routes évanouies, zones rurales totalement isolées, parfois accessibles uniquement par hélicoptère ou par embarcations de fortune.

Face à l'urgence, les autorités indonésiennes ont mobilisé tous les moyens disponibles.

Les équipes de secours, soutenues par l'armée, se heurtent cependant à d'immenses difficultés. Dans certaines zones montagneuses, les éboulements ont bloqué l'accès terrestre, ralentissant considérablement l'acheminement de l'aide.

Des villages entiers sont coupés du monde, leurs habitants dépendant uniquement des livraisons aériennes de vivres, de médicaments et de produits de



première nécessité.

Par ailleurs, la gestion des centres d'hébergement d'urgence représente un défi quotidien.

Le million d'évacués nécessite une prise en charge logistique considérable : nourriture, eau potable, soins, vêtements, hygiène, sécurité.

Les infrastructures locales, déjà limitées, sont rapidement arrivées à saturation.

Plusieurs ONG internationales, présentes depuis les premières heures de la crise, alertent sur les risques sanitaires croissants dus au manque d'eau potable et à la promiscuité dans

les abris improvisés.

Les autorités travaillent également à rétablir les réseaux de communication et d'électricité, fortement perturbés dans de vastes zones rurales.

Les populations témoignent d'une situation particulièrement éprouvante : familles séparées, maisons détruites, pertes matérielles totales. Pour beaucoup, il s'agit non seulement d'un choc humain mais aussi d'un effondrement économique, les cultures ayant été balayées et les moyens de subsistance anéantis.

Alors que les météorologues annoncent de nouvelles pluies

dans les prochains jours, la priorité reste la recherche des disparus et la sécurisation des zones encore instables.

L'Indonésie, régulièrement touchée par des catastrophes naturelles en raison de sa géographie et de son climat tropical, fait face aujourd'hui à une situation d'ampleur exceptionnelle qui met à l'épreuve sa capacité de réponse et de résilience.

Le gouvernement appelle à la solidarité nationale et internationale pour surmonter cette épreuve dont l'impact humain et matériel restera durable.

R.I

PEROU

Drame fluvial à Iparia après un glissement de terrain meurtrier en pleine saison des pluies

Un glissement de terrain survenu à l'aube dans le port d'Iparia, au cœur de la région amazonienne d'Ucayali, a plongé le Pérou dans le deuil. Douze personnes ont perdu la vie, dont trois enfants, et une trentaine d'autres sont toujours portées disparues après que la rive sablonneuse du fleuve s'est effondrée, emportant deux embarcations fluviales amarrées au moment du drame.

Les autorités, citées par l'agence de presse Andina, ont décrit une scène d'une soudaineté extrême, laissant aux passagers et aux habitants à proximité très peu de temps pour réagir.

Les premières images diffusées par la chaîne UTV Noticias montrent des scènes de panique : des personnes courant le long de la rive, tentant d'apercevoir des survivants, tandis que valises, caisses et marchandises flottaient au fil du courant.

L'effondrement de terrain, provoqué par l'érosion accélérée de la berge en cette période de fortes pluies, a surpris deux embarcations de passagers stationnées au port.

L'une d'elles ne transportait personne au moment du glissement, mais la seconde comptait environ 50 passagers, selon les estimations du Centre des opérations d'urgence nationale (COEN).

Parmi les victimes identifiées figurent des médecins, des enseignants et des enfants, tous surpris au petit matin alors qu'ils s'apprêtaient à embarquer ou venaient de débarquer.

Pour les familles, l'attente est insupportable : les noms des disparus circulent, mais les opérations de recherche et de sauvetage restent extrêmement délicates, les eaux étant troubles et les débris nombreux.

Les secours doivent composer avec des conditions météorologiques défavorables, la montée du fleuve et la difficulté d'accéder rapidement à tous les points touchés.

Le COEN a confirmé que la Marine péruvienne avait été sollicitée en urgence pour renforcer les équipes locales.

Des plongeurs, des embarcations rapides et des unités spécialisées dans les catastrophes

fluviales ont été mobilisés afin de multiplier les zones d'exploration.

Les habitants, eux, participent activement aux recherches, apportant leurs connaissances du fleuve et leurs moyens rudimentaires pour tenter de retrouver des survivants ou repêcher les victimes.

Le glissement de terrain intervient au début de la saison des pluies, période où les sols de la région amazonienne deviennent particulièrement instables.

Les autorités environnementales avaient déjà signalé, ces dernières années, une aggravation de l'érosion des berges due à la déforestation et aux changements climatiques.

Cependant, l'effondrement brutal survenu à Iparia rappelle tragiquement la vulnérabilité des communautés riveraines dans ces zones isolées, où les fleuves constituent l'unique voie de transport et d'échange.

Les autorités locales ont mis en place un poste de commandement pour centraliser les informations, coordonner l'assistance et apporter un soutien psychologique aux

familles.

Des tentes, des centres d'accueil et des équipes médicales ont été déployés pour répondre à l'afflux de blessés et de proches des disparus.

Les besoins sont immenses : nourriture, eau potable, médicaments, et surtout une assistance professionnelle pour faire face au traumatisme collectif provoqué par la catastrophe.

Le gouvernement péruvien prépare un plan d'urgence pour renforcer la surveillance des zones sensibles, améliorer les infrastructures fluviales et prévenir de nouveaux accidents.

Mais pour les habitants d'Iparia, l'heure n'est encore qu'à la douleur et à la recherche, alors que chaque minute compte dans l'espoir de retrouver des survivants.

Le drame qui s'est abattu sur cette communauté amazonienne restera gravé longtemps dans les mémoires, rappelant le prix humain payé dans les régions où la nature, parfois imprévisible, impose ses lois les plus dures.

R.I

JAMAÏQUE

Un plan d'aide international massif pour reconstruire après l'ouragan Melissa

La Jamaïque vient d'obtenir l'un des plus importants plans de soutien international de son histoire. À Washington, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et plusieurs institutions régionales ont annoncé une aide totale de 6,7 milliards de dollars destinée à accompagner la reconstruction du pays, ravagé par l'ouragan Melissa.

Cet ouragan, décrit par les Nations unies comme la pire catastrophe climatique jamais enregistrée en Jamaïque, a été d'une violence inédite. Passé en catégorie 5, avec des vents avoisinant les 300 km/h, Melissa a causé la mort de plus de 30 personnes sur l'île "76 au total dans les Caraïbes" et provoqué des destructions colossales évaluées à 30 % du PIB jamaïcain, soit près de 8,8 milliards de dollars de dégâts.

L'enveloppe d'aide, étalée sur trois ans, vise à garantir à Kingston les ressources nécessaires pour affronter l'urgence humanitaire tout en lançant une reconstruction durable et budgétairement soutenable.

Le premier décaissement, d'un montant de 662 millions de dollars, sera mobilisé immédiatement afin de soutenir les efforts de stabilisation, de relogement et de sécurisation des infrastructures vitales.

Ce programme ambitieux mêle financement d'urgence, investissements souverains, dons internationaux et incitations destinées à encourager la participation du secteur privé dans la relance économique.

Les institutions partenaires s'engagent également à fournir une assistance technique pour renforcer la résilience climatique du pays, moderniser les infrastructures exposées et améliorer les capacités de gestion des risques climatiques.

L'ouragan Melissa, amplifié par les effets du changement climatique, a mis en évidence la vulnérabilité extrême des États insulaires caribéens face aux phénomènes météorologiques intenses. Pour la Jamaïque, cette aide représente un souffle vital mais aussi une opportunité historique de repenser son modèle d'aménagement, d'énergie et de gestion des risques.

Avec ce soutien massif, Kingston espère transformer l'épreuve en levier de modernisation, tout en rappelant à la communauté internationale l'urgence d'une action climatique globale et solidaire.

R.I

ANNABA

Les hôpitaux en lutte pour préserver la continuité des soins



Annaba fait face à une situation sanitaire d'une rare tension en raison d'un manque aigu de poches de sang, une crise qui a contraint les hôpitaux à suspendre la majorité des interventions chirurgicales programmées.

Seuls les cas urgents, lorsque la vie des patients est directement menacée, continuent d'être pris en charge.

Cette perturbation majeure intervient ironiquement à peine deux semaines après un congrès international consacré à la transfusion sanguine organisé dans la même wilaya.

Selon les responsables du secteur, les établissements publics, dont le CHU "Ibn Rochd" et l'hôpital d'El Hadjar, fonctionnent depuis plusieurs jours avec des stocks quasi inexistantes.

Les services sont ainsi contraints de revoir drastiquement leur organisation interne et d'établir une hiérarchie stricte des priorités médicales.

Cette situation découlerait de la réception d'un lot de poches de collecte de sang jugé non conforme après inspection technique, matériel qui a dû être retourné à la pharmacie centrale.

Le problème dépasse d'ailleurs largement le cadre local, puisqu'il s'inscrit dans une difficulté nationale d'approvisionnement impactant toute la chaîne logistique et les centres de transfusion du pays.

Face à cette crise, les autorités sanitaires d'Annaba ont réagi rapidement.

La direction de la santé et de la population (DSP), en coordination avec le CHU, a procédé à l'acquisition d'urgence de plus de 300 poches auprès d'un fournisseur alternatif, une mesure exceptionnelle destinée à soulager temporairement la pression sur les hôpitaux.

Toutefois, les professionnels reconnaissent que cette quantité ne pourra pas absorber durablement la demande élevée d'une wilaya au bassin de population important.

Les conséquences de cette pénurie frappent également les patients souffrant de maladies nécessitant des transfusions régulières : anémies sévères, cancers, insuffisances rénales ou encore drépanocytose.

Pour eux, la disponibilité du sang n'est pas simplement un confort thérapeutique, mais une condition vitale.

Les soignants redoutent des complications rapides en l'absence de traitements adaptés.

Dans l'urgence, certaines équipes médicales ont parfois recours à des méthodes exceptionnelles, comme l'administration directe à la seringue lorsque la situation clinique le permet, une mesure strictement encadrée et utilisée seulement en ultime recours afin de pallier l'absence de poches disponibles.

Cette technique témoigne de la gravité du moment et de la volonté des professionnels de ne reculer devant aucun effort pour préserver la santé des patients.

La situation à Annaba met en lumière la nécessité d'un plan national de sécurisation des stocks de sang et d'une stratégie plus robuste pour éviter de telles perturbations à l'avenir.

En attendant une solution durable, les équipes hospitalières continuent de se mobiliser avec détermination afin de garantir le maintien d'un service minimum vital pour les malades les plus vulnérables.

R. L.

POLIOMYÉLITE

Une mobilisation nationale exemplaire et plus de 443 000 enfants protégés dès le premier jour

La campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite a enregistré un démarrage particulièrement encourageant, avec 443 566 enfants vaccinés dès le premier jour, a annoncé lundi le ministère de la Santé.



Ce chiffre témoigne, selon la même source, d'une mobilisation significative et d'une forte adhésion des parents, déterminés à protéger leurs enfants contre cette maladie invalidante.

Lancée le 30 novembre sous la supervision du ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Mes-saoudene, cette campagne se poursuivra jusqu'au 6 décembre et mobilise un dispositif d'une ampleur inédite : plus de 7 000 centres de vaccination ont été déployés à travers le pays, accompagnés d'équipes médicales mobiles, notamment dans les zones

difficiles d'accès et les régions de l'extrême sud. Le ministère souligne que la stratégie « porte à porte » adoptée pour cette opération a permis d'atteindre rapidement un nombre important de familles, assurant ainsi une couverture optimale. Un total de 51 superviseurs de wilayas coordonne les opérations sur le terrain afin de garantir une organisation fluide, efficace et conforme aux objectifs fixés. Sur le plan logistique, plus de 5,5 millions de doses ont été distribuées afin de garantir la disponibilité du vaccin dans toutes les wilayas pour l'ensemble de la

phase en cours. Les autorités sanitaires insistent sur la nécessité de maintenir un haut niveau de vigilance et d'immunité collective à travers la vaccination systématique des enfants âgés de 2 mois à 5 ans.

Le ministère appelle les parents à poursuivre leur engagement et à se rendre dans les centres ou à accueillir les équipes mobiles.

Il réaffirme la mobilisation totale de ses cadres, médecins et paramédicaux pour assurer le succès de cette campagne nationale cruciale pour la santé publique.

R. N.

ALERTE TOXIQUE À ALGER

Le CHU Debaghine tire la sonnette d'alarme

Une alerte sanitaire majeure vient d'être lancée à Alger après la découverte de cas graves d'intoxication au plomb chez plusieurs nourrissons, dont un tragiquement décédé.

Le service de toxicologie du CHU Mohamed Lamine-Debaghine (ex-Maillot) a rendu public un avertissement d'une rare gravité, appelant à mettre fin immédiatement à certaines pratiques traditionnelles encore répandues dans plusieurs familles.

Selon le rapport médical, des bébés ont été admis avec des taux de plomb extrêmement élevés dans le sang, parfois plus de dix fois supérieurs aux valeurs considérées comme dangereuses par les autorités sanitaires internationales.

L'Organisation mondiale de la Santé fixe un seuil d'alerte à 50 µg/L, mais des examens réalisés à Alger ont révélé des taux dépassant les 700 µg/L, un niveau considéré comme critique pour la vie des enfants.

Les spécialistes du CHU signalent que ces intoxications provien-



nent principalement de l'utilisation du khôl administré par voie orale, une pratique ancestrale encore courante dans certains foyers. Les médecins décrivent des symptômes sévères susceptibles d'apparaître brutalement : anémie aiguë, troubles neurologiques, convulsions, altérations de la conscience et risques d'atteintes irréversibles au développement cognitif. Devant la gravité de la situation, les équipes médicales ont insisté sur la nécessité d'un examen immédiat pour tout en-

fant présentant fatigue anormale, irritabilité persistante ou signes physiques inhabituels.

L'hôpital Debaghine appelle les familles à cesser immédiatement toute application non médicale de produits traditionnels susceptibles de contenir des métaux lourds.

Les professionnels de santé rappellent que le plomb est un toxique silencieux qui s'accumule dans l'organisme et dont les effets se manifestent parfois tardivement.

Ils insistent également sur le rôle détermi-

nant de la prévention, notamment par l'information, afin d'éviter que de nouveaux cas ne viennent alourdir un bilan déjà alarmant.

À travers cet appel, le CHU souhaite provoquer une prise de conscience collective et engager une mobilisation autour de la protection des enfants, particulièrement vulnérables face à ce type d'exposition. Les jours à venir seront essentiels pour renforcer les actions de sensibilisation et prévenir d'autres drames évitables.

R. L.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ Ait Messaoudene préside une cérémonie en l'honneur de la délégation médicale chinoise en Algérie

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, lundi, une cérémonie en l'honneur de la délégation médicale chinoise, au terme de sa mission en Algérie, à l'occasion de laquelle il a mis en avant les relations unissant les deux pays, notamment dans le domaine de la santé.



Lors de cette cérémonie à laquelle a assisté l'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, M. Dong Guangli, le ministre a mis en avant "la profondeur des liens d'amitié et de coopération entre les deux pays, en particulier dans le domaine de la santé", rappelant l'envoi de la première mission médicale chinoise en Algérie au lendemain de l'indépendance.

Le ministre a salué le rôle des membres de la délégation médicale chinoise qui "ont entrepris le travail

dès leur arrivée avec leurs collègues algériens afin d'offrir les meilleurs services de soins possibles aux citoyens".

Il a également souligné le travail accompli par la mission et son soutien aux capacités des équipes médicales algériennes, à même, a-t-il dit, de renforcer la coopération algéro-chinoise qui constitue "un modèle de solidarité internationale".

Pour sa part, le chef de la délégation médicale chinoise a salué le soutien reçu de la part du ministère de la

Santé, ce qui a contribué à créer "un excellent environnement de travail".

De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie a affirmé que la coopération entre les deux pays est "un exemple vivant" de leur amitié traditionnelle et coopération mutuelle, rappelant la reconnaissance par son pays du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) après sa création en 1958 et le soutien de l'Algérie à la Chine pour le recouvrement de son siège légitime aux Nations unies en 1971.

SAÏDA Une polyclinique en cours de réalisation au chef-lieu de la wilaya

Les travaux de réalisation d'une nouvelle polyclinique se poursuivent dans la ville de Saïda, dans le but de renforcer les infrastructures sanitaires de la wilaya, a-t-on appris, mardi, auprès des services de la wilaya.

Selon la même source, le projet, supervisé par la direction des Equipements publics, en cours de réalisation au quartier Dahr Cheikh, a atteint un taux

d'avancement de 20%. Cet établissement de santé s'étend sur une superficie de plus de 3.000 mètres carrés et comprend des services de consultations générales, de soins dentaires, de radiologie, ainsi qu'un service de maternité, un laboratoire d'analyses médicales et une pharmacie, a fait savoir la même source.

Cette structure sanitaire, dont le délai d'exécution

a été fixé à 18 mois, devrait contribuer à améliorer la qualité des prestations sanitaires et à les rapprocher des citoyens, en plus d'offrir de meilleures conditions de travail aux équipes médicales et paramédicales.

Il est à rappeler que trois polycliniques avaient été mises en service, l'année dernière à Saïda et Ain El-Hadjjar, après des opérations de réhabilitation et

de réaménagement, ce qui a permis d'alléger la pression sur l'établissement public hospitalier Ahmed Medeghri du chef-lieu de wilaya.

A noter que la direction de la Santé et de la Population compte 26 polycliniques, en plus de cinq établissements publics hospitaliers et 71 salles de soins réparties à travers les différentes communes de la wilaya.

CONSTANTINE La formation continue des professionnels et des parents d'enfants déficients mentaux soulignée

L'organisation de la formation continue pour les professionnels et les parents d'enfants déficients mentaux, notamment des autistes, a été soulignée, mardi, à Constantine, par les participants à une journée d'étude sur la prise en charge de cette catégorie de personnes à besoins spécifiques, organisée par l'association "Wafa" des parents d'enfants en difficultés mentales.

Cette formation permettra de mieux comprendre les besoins spécifiques de l'enfant, d'acquérir des méthodes adaptées, de renforcer les compétences des familles et de garantir un accompagnement cohérent, a précisé à l'APS Badia Boufama, la présidente de cette association lors de cette rencontre, tenue à l'occasion de la célébration de la journée internationale des personnes handicapées (3 décembre de

chaque année). La même intervenante a affirmé que 2 sessions de formation ont été organisées cette année au profit de 60 parents d'enfants en situations d'handicap, adhérents à cette association, ayant été encadrées par des spécialistes en la matière.

L'objectif, est de garantir une prise en charge thérapeutique et psycho-éducative.

Par ailleurs, 140 enfants, adolescents et adultes en difficultés sociales, âgés entre 5 et 40 ans dont 85 autistes bénéficient tout au long de l'année, d'ateliers ludiques et de loisirs liés à la couture et broderie, dessin, enseignement des lettres, pâtisserie, gardiennage et recyclage plastique, a-t-elle ajouté, notant que des séances d'autonomie corporelle, initiation à la communication verbale et non verbale, sont organisées à

destination de la catégorie d'enfants âgés entre 5 et 6 ans.

Promouvoir l'intégration scolaire des enfants, le dépistage précoce de l'enfant autiste, l'insertion socioprofessionnelle et la formation des adultes en situation de handicap mental, les troubles du comportement chez la personne déficiente mentale, les méthodes de prise en charge des autistes, sont les principaux thèmes discutés lors de cette journée, a indiqué Younes Raid, orthophoniste, relevant de cette association. Créée en 2004, l'association "Wafa" des parents d'enfants en difficulté mentale dispose actuellement de 12 classes d'enseignement et d'éducation spécialisée, encadrées par des équipes pluridisciplinaires composées de psychologues, d'orthophonistes et d'éducatrices spécialisées, a-t-on indiqué.

SANTÉ - INTERNATIONAL

CUBA Plus de 30 morts touchés par la dengue et le chikungunya

L'île de Cuba est confrontée à une situation sanitaire alarmante avec la survenue de décès dus à la dengue et au chikungunya, deux maladies transmises par les moustiques et qui frappent désormais toutes les provinces du pays.

Selon les dernières données communiquées par les autorités sanitaires cubaines, 33 décès liés aux arboviroses ont été recensés jusqu'à dimanche, dont 21 concernaient des enfants et adolescents, un chiffre qui souligne la gravité de l'épidémie dans cette population particulièrement vulnérable.

La vice-ministre de la Santé, Carilda Pea, a précisé que sur ces 33 décès, 12 sont attribués à la dengue, dont 7 mineurs de moins de 18 ans, tandis que 21 autres décès sont dus au chikungunya, maladie relativement nouvelle sur l'île, touchant parmi eux 14 enfants et adolescents.

Ces chiffres mettent en lumière l'impact significatif de ces maladies virales sur la jeunesse cubaine, alors que le chikungunya, souvent caractérisé par une fièvre intense et des douleurs articulaires sévères, représente un défi inédit pour le système de santé cubain.

L'épidémie de chikungunya a été signalée pour la première fois en juillet dans la province de Matanzas, à l'ouest de l'île, voisine de la capitale La Havane.

En quelques mois seulement, le virus s'est propagé aux quinze provinces de Cuba, aggravant la situation déjà compliquée par la circulation continue du virus de la dengue.

La vice-ministre a souligné que l'île de 9,7 millions d'habitants connaît toujours des niveaux élevés d'infestation par les moustiques, principaux vecteurs de ces maladies, ce qui rend la lutte contre la propagation particulièrement urgente et complexe.

Si Cuba a déjà été confrontée par le passé à des épidémies sévères de dengue, le chikungunya reste une menace relativement nouvelle.

Arrivé sur l'île pour la première fois en 2014, dans le cadre d'une épidémie régionale qui touchait également le Brésil, la Colombie, Haïti et la République dominicaine, le virus n'avait jamais provoqué de conséquences aussi étendues sur la population cubaine.

La combinaison de ces deux maladies virales crée une pression sanitaire sans précédent, en particulier sur les enfants, pour lesquels la vigilance médicale est cruciale.

Les autorités sanitaires cubaines ont appelé à une mobilisation générale de la population pour lutter contre les moustiques, insistant sur l'importance de l'élimination des gîtes larvaires et la mise en place de mesures préventives dans les foyers et les espaces publics.

Les professionnels de santé redoublent d'efforts pour assurer un diagnostic rapide et un traitement approprié des malades, mais la propagation rapide des virus constitue un défi majeur pour le système de santé, même dans un pays habitué à la gestion des épidémies virales.

L'épidémie met en lumière la vulnérabilité de certaines zones de l'île face aux maladies vectorielles, exacerbée par la densité urbaine et les conditions climatiques favorables à la prolifération des moustiques.

Les experts alertent sur le risque d'une aggravation de la situation si les mesures préventives ne sont pas strictement appliquées, et sur la nécessité de renforcer la surveillance épidémiologique pour limiter la propagation des virus.

Alors que le monde fait face à des menaces sanitaires diverses, Cuba se trouve aujourd'hui confrontée à une urgence locale, où la prévention, l'information de la population et la prise en charge médicale rapide deviennent des priorités vitales.

Cette épidémie souligne une fois de plus l'importance de la vigilance face aux maladies émergentes et de la coopération entre autorités sanitaires, scientifiques et citoyens pour protéger les populations les plus vulnérables, notamment les enfants et les adolescents.

R. I.

MALADIES CARDIAQUES

Elles tuent 4 millions de personnes par an en Europe

Les maladies cardiaques causent un décès sur deux en Europe, selon les résultats d'une étude publiée dans publiées dans l'European Heart Journal. Malgré une certaine progression de la maladie, il existe encore de fortes disparités entre certains pays.

Les chercheurs de l'Université d'Oxford ont regroupé et analysé les données médicales et scientifiques de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) disponibles pour 32 pays européens sur les maladies cardiovasculaires. Les résultats de cette enquête de grande ampleur révèlent une grande disparité entre les pays.

Des fortes disparités entre les pays

Les maladies cardiovasculaires provoquent en Europe deux fois plus décès que les cancers et tuent environ 4 millions de personnes par an. 1,8 million souffrent de maladies coronariennes, un million des suites d'un AVC et 1,2 d'autres maladies cardiaques.

Les maladies cardiovasculaires provoquent désormais moins de décès que les cancers chez les hommes dans les pays suivants (Belgique, Danemark, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Slovaquie, Espagne et Saint-Marin).

En revanche, les chercheurs n'ont constaté aucun progrès dans des pays comme la Russie où par exemple, le taux de décès pour les hommes comme pour les femmes de tous âges est six fois plus élevé



Les cacahuètes réduiraient le risque de maladies cardiovasculaires

Les cacahuètes pourraient être efficaces pour réduire la mortalité due aux maladies cardio-vasculaires, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue scientifique le *Journal of the American Medical Association, Internal Medicine*.

Ajouter 30 grammes de cacahuètes par semaine à une alimentation équilibrée permettrait de diminuer le risque de décéder prématurément d'une maladie cardiaque de 23 à 28% et de réduire la mortalité toutes causes confondues de 17 à 21%.

Les chercheurs de l'Université Vanderbilt (États-Unis) ont mené une étude sur plus de 70 000 Américains, blancs et noirs et 130 000 Chinois (vivant à Shanghai (Chine)). Les scientifiques ont observé leur alimentation et leur état de santé entre 5 et 22 ans. Les résultats de cette étude révèlent que manger 30 grammes de cacahuètes par semaine serait bénéfique pour la santé cardiovasculaire quelque que soit le sexe et le groupe ethnique.

Ce fruit à coque est très riche en nutriments, en acides gras non-saturés, en fibres, en vitamines et en antioxydants

bons pour la santé cardiovasculaire. « Dans notre étude, nous avons constaté que la consommation de cacahuètes avait coïncidé avec une diminution de la mortalité générale et résultant surtout de maladies cardiovasculaires dans des populations noires et blanches américaines, ainsi que parmi des Chinois des deux sexes de Shanghai », explique Hung Lun, épidémiologiste de la faculté de médecine de l'Université Vanderbilt, et co-auteur de l'étude.

Des résultats à valider par des essais cliniques

Bonne nouvelle donc, car les cacahuètes sont les moins chères des fruits à coques et elles pourraient devenir un médicament (aliment médicament). Mais, ces résultats doivent être maintenant validés par une étude clinique.

« Ces données proviennent d'études épidémiologiques, pas d'essais cliniques contrôlés. De ce fait, nous ne pouvons pas être certains que la consommation de cacahuètes comme telle a entraîné une réduction de la mortalité », explique le Dr William Blot, professeur de médecine du Cen-

tré en France, l'Ukraine, le Belarus et le Kazakhstan.

« La baisse globale des décès dans les pays à forts revenus est 'probablement liée' à une meilleure prise en compte des facteurs de risque cardiovasculaire, à la lutte contre le tabagisme ainsi qu'à des traitements préventifs plus efficaces » explique Nick Townsend co-auteur de l'étude.

« Mais d'autres facteurs comme le développement de l'obésité suggèrent que cette tendance à la baisse pourrait bien être remise en cause », rappelle-t-il.

Les femmes largement touchées par les maladies cardiovasculaires

Ces pathologies restent la principale cause de décès pour les femmes (sauf au Danemark). En effet, les résultats de cette étude révèlent que 5% des femmes décèdent d'une maladie cardiovasculaire pour 42% des hommes. « Cette différence s'explique principalement par un taux d'AVC plus élevé chez les femmes, alors que ces taux sont identiques pour la maladie coronarienne entre les hommes et les femmes (20% pour 21%) » indique Nick Townsend.



tre de recherche sur le cancer de l'Université Vanderbilt (VICC), co-auteur de l'étude.

Mais, « ces résultats qui confortent des recherches antérieures suggérant les bienfaits pour la santé de manger des cacahuètes sont plutôt encourageants », conclut-il.

La friture augmente le risque de maladies cardiovasculaires

Le risque de maladies cardiovasculaires augmente avec une alimentation riche en friture, en charcuteries et en sucres, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Circulation* de l'American Heart Association.

Les chercheurs de l'Université d'Alabama (États-Unis) ont étudié les habitudes alimentaires et les risques cardio-vasculaires de 17 418 Américains de plus de 45 ans pendant 6 ans. Les scientifiques ont observé 4 type d'alimentation. Un régime équilibré à base de lé-

gumes, protéines et féculents, un régime composé de sucres, un régime légumes et alcool et une alimentation riche en friture, sucre et charcuterie.

Les amateurs (très nombreux dans le sud des États-Unis) de poulet frits, bacon et sodas mettaient en danger leur santé cardiaque même comparé aux individus qui se nourrissent de pâtes, de pizzas, de cuisine mexicaine ou de cuisine chinoise.

Ou ceux qui avaient une alimentation majoritairement sucrée et composée es-

sentiellement de desserts ou confiserie ou les personnes qui boivent beaucoup d'alcool, mais mangent une grande quantité de légumes.

« Quels que soient votre sexe, ethnique ou l'endroit où vous vivez, si vous mangez fréquemment des aliments typiques de la cuisine du sud, vous devez être conscients du risque accru de maladies cardiovasculaires et vous efforcer de changer vos habitudes », explique James Shikany, épidémiologiste de l'Université d'Alabama et principal auteur de la re-

cherche. Améliorer le régime alimentaire et le mode de vie est essentiel pour réduire les risques de maladies cardiovasculaires dans la population mondiale, car ces pathologies provoquent énormément de décès dans le monde.

Les maladies cardiovasculaires provoquent en Europe deux fois plus décès que les cancers et tuent environ 4 millions de personnes par an.

1,8 million souffrent de maladies coronariennes, un million des suites d'un AVC et 1,2 d'autres maladies cardiaques.

DÉPRESSION POST-PARTUM

Un test sanguin pour identifier les femmes à risque

Des chercheurs américains ont découvert des marqueurs sanguins permettant d'identifier les femmes les plus à risque de dépression post-partum. Cette nouvelle étude pourrait aboutir à un test sanguin utilisable en cabinet médical.

Souvent confondue avec le « baby blues », la dépression post-partum ou post-natale touche près de 20% des nouvelles mères. Contrairement au baby blues qui ne dure pas plus de trois jours après l'accouchement, la dépression post-partum peut s'installer sur plusieurs mois. Cet épisode difficile à vivre est préjudiciable pour la jeune maman comme pour le nouveau-né et nuit au développement d'une relation mère-enfant épanouie.

Convaincus de l'importance d'une prise en charge précoce, des chercheurs américains ont réussi à mettre en évidence des marqueurs sanguins qui permettraient d'identifier les femmes les plus à risque.

« Nous savons que les femmes qui ont souffert de dépression avant la grossesse sont plus à risque de développer une dépression post-partum », explique Jessica Connelly, co-auteure de l'étude publiée dans la revue *Frontiers in Genetics*. « Cependant, le risque existe aussi pour les femmes qui n'ont jamais souffert de dépression avant leur grossesse. Ces marqueurs peuvent permettre de les identifier de façon précoce. »

Pour découvrir ces biomarqueurs, les chercheurs se sont focalisés sur l'ocytocine, communément appelée « hormone de l'amour et de l'attachement ». Celle-ci stimule les contractions de l'utérus lors de l'accouchement, mais jouerait aussi un rôle dans la mise en place du lien mère-enfant, du lien social et de la réduction de l'anxiété. Par ailleurs, une quantité anormalement faible d'ocytocine chez la mère après l'accouchement a été associée à la dépression post-partum.

Au vu de son implication, les scientifiques se sont intéressés à l'expression génétique du récepteur de l'ocytocine, chez 269 participantes atteintes de dépression et chez 276 témoins saines du même âge. Ils ont ainsi identifié une relation entre certains marqueurs génétiques et épigénétiques (révélateurs de changements dans l'activité des gènes) et le risque de dépression post-partum. Détectables dans le sang, ces marqueurs pourraient donc être une signature d'un risque important de dépression post-partum si la femme en est porteuse.

Si ces données doivent être confirmées sur un plus large échantillon de femmes, les chercheurs ont bon espoir d'aboutir à un test sanguin utilisable par les médecins pour identifier les futures mères à risque et prévenir la survenue d'une dépression post-partum.

Illustration: M. B.

DÉPRESSION POST-PARTUM

Elle affecte aussi le bébé

Selon une récente étude américaine, la dépression post-partum aurait aussi un impact sur les émotions du bébé.

C'est une nouvelle étude qui nous vient tout droit des États-Unis : selon des chercheurs de Northwestern University Feinberg School of Medicine, la dépression post-partum (qui peut tout aussi bien toucher le jeune papa ou la jeune maman juste après la naissance) aurait un impact négatif sur le comportement futur de l'enfant.

Cette étude, publiée dans la revue scientifique *Couple and Family Psychology: Research and Practice*, a analysé la situation de près de 200 couples, parents de bébés d'environ 3 ans. Résultat, les enfants dont les parents avaient souffert de dépression après la naissance étaient plus violents, plus anxieux et pleuraient plus fréquemment que les autres.

Les bébés sont perméables aux émotions

« Les enfants sont perméables aux émotions de leurs parents, explique Sheehan Fisher, le principal auteur de l'étude. Or, des parents qui souffrent de dépression seront moins souriants, moins



communicatifs et moins axés sur le contact vis-à-vis de leur enfant. Aussi, il s'agit de traiter la dépression post-partum sans tarder, afin d'éviter tout impact sur le développement du bébé. »

On rappelle que si le baby-blues est fréquent après la naissance, la dépression post-partum, elle, touche en moyenne 10 à 20 % des jeunes mamans. Parmi les symptômes les plus courants, on

retrouve une sensation de fatigue persistante, une absence d'enthousiasme, de motivation et de joie de vivre, des sautes d'humeur, des insomnies, voire des pensées suicidaires.

La dépression post-natale existe aussi chez les hommes

Les hommes qui deviennent père entre 20 et 30 ans ont plus de risques de souffrir, eux aussi, de dépression post-natale. Mais cette dépression n'arrive pas forcément juste après la naissance. Les hommes peuvent en souffrir jusqu'à 5 ans après l'arrivée du bébé.

Une nouvelle étude américaine publiée dans la revue professionnelle *Pediatrics*, laisse entendre qu'il n'y a pas que les jeunes mamans qui souffrent de dépression post-natale.

Les jeunes pères aussi peuvent souffrir de dépression après l'arrivée de leur premier enfant.

Et s'ils deviennent papa vers 25 ans, ils ont 68% de risques en plus de souffrir de cette forme de dépression, qui n'a rien à voir avec le baby-blues.

Entre 4 et 5% de jeunes pères souffrent de dépression

Les symptômes de la dépression post-natale sont assez simples à identifier : des peurs irrationnelles, une difficulté relationnelle ou une angoisse permanente avec le bébé, la propension à se laisser aller.

Mais si cette forme de dépression est désormais admise chez les femmes, personne ne songeait jusqu'alors que les hommes pouvaient, eux aussi, en souffrir. Cette étude menée par le Dr Craig Garfield, pédiatre à l'Université Northwestern de Chicago, ouvre de nouvelles pistes de travail pour les pédiatres.

Pour son étude, ce dernier a suivi les dossiers de 10623 jeunes hommes inscrits dans une vaste étude santé. Parmi eux,



33% sont devenus père entre 24 et 32 ans. « Et on a estimé qu'entre 4 et 5% de ces jeunes pères souffraient ou avaient souffert de dépression post-natale, dans les 5 ans suivant la naissance de leur bébé » ajoute le pédiatre.

alerter les proches sur les symptômes de la dépression post-natale « La dépression post-natale a un effet néfaste sur les enfants, en particulier au cours des premières années qui sont des années clés pour l'attachement entre les parents et le

nourrisson. Nous savons que cette forme de dépression des pères existait mais nous ne savions pas où concentrer notre attention. Cette étude nous a permis d'ouvrir les yeux.

Il faut que les proches du nouveau père soient alertés et qu'ils l'encouragent à demander de l'aide s'ils se rendent compte qu'il a moins d'entrain, moins envie de profiter des choses de la vie ou qu'il est plus anxieux après la naissance de son enfant » insiste le Dr Garfield.

CENTRAFRIQUE

Le chef des opérations de paix avertit contre tout retrait prématuré de la MINUSCA

Le secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean Pierre Lacroix, a salué depuis la capitale de la République Centrafricaine, Bangui, la "trajectoire positive" du pays, tout mettant en garde contre les risques d'un retrait prématuré de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

"L'impression générale qui prévaut c'est que la République centrafricaine est sur une trajectoire positive", a affirmé le haut responsable.

Parmi les progrès accomplis dans ce pays où des soldats de la paix sont déployés depuis la guerre civile qui a secoué le pays il y a une décennie, M. Lacroix cite le désarmement récent de plusieurs groupes armés, le renforcement de la présence de l'Etat à travers le pays et les préparatifs des élections générales du 28 décembre, qui seront selon lui "une étape très importante".

Cette dynamique, assure-t-il, s'accompagne d'une "reconnaissance unanime" du rôle central de la MINUSCA, déployée en 2014.

Malgré le déploiement des Casques bleus, la mise en place d'un processus de paix et la tenue d'élections en 2016, l'instabilité continue de marquer le pays.

Une large partie du territoire reste sous le contrôle de groupes armés, en dépit de l'accord signé en 2019 entre 14 d'entre eux.

Mais deux des mouvements les plus actifs, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R), ont accepté de déposer les armes en avril.

Au total, 11 des 14 milices signataires de l'accord de 2019 ont été officiellement dissoutes, avec l'appui logistique et technique de la MINUSCA.

Cependant, la mission, qui compte



plus de 13 000 soldats, ne reçoit pas l'intégralité des contributions financières obligatoires dues par les Etats membres de l'ONU. "Ce qui se passe, c'est un problème de disponibilité de cash", a précisé Lacroix. A cette crise de liquidité s'ajoutent les récentes coupes au budget onu-

sien de maintien de la paix. "Les missions et la MINUSCA, y compris, doivent économiser 15% de leur argent", a-t-il expliqué. Et sur le terrain, cela se traduit par des réductions de capacités, qu'elles soient militaires, civiles ou policières. Ces annonces ont ravivé, à Bangui

comme dans plusieurs préfectures, la crainte d'un retrait anticipé de la mission. Lacroix a dit à ce propos: "Un départ prématuré risquerait de mettre en danger tous les acquis importants, tous les progrès réalisés en République centrafricaine".

CONSEILS DE SÉCURITÉ DE L'ONU ET DE L'UA

La Côte d'Ivoire plaide pour "une coopération plus concertée"

Le ministre ivoirien des Affaires étrangères, Léon Kacou Adom, a plaidé mardi à Alger, pour "une coopération plus concertée" entre le Conseil de sécurité des Nations unies et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, présidé par son pays durant le mois de décembre.

"Le succès de nos opérations dépend largement de notre capacité à harmoniser nos approches, à partager l'information, à mutualiser les efforts et à opérer selon des mandats clairs et adaptés aux réalités du terrain", a-t-il expliqué dans un discours prononcé lors de la cérémonie de clôture des travaux du 12ème séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, "Processus d'Oran".

Le ministre ivoirien a affirmé que les échanges, durant les deux jours du séminaire, ont été d'une "richesse exceptionnelle" et ont permis de clarifier avec "lucidité" les principaux défis qui se dressent aujourd'hui face à la paix et la sécurité au niveau du continent.

"L'Afrique fait face à une combinaison de facteurs

dont la gravité, la complexité, et l'interconnexion exigent de nous une réponse stratégique, concertée et résolument tournée vers l'avenir", a-t-il indiqué.

Il a cité, à ce titre, "le terrorisme, les rébellions armées, les ingérences extérieures, la prolifération des changements anticonstitutionnels de gouvernement, les impacts des changements climatiques, ainsi que la détérioration de la situation humanitaire".

Face à cette réalité, a-t-il poursuivi, "notre responsabilité collective est immense". Selon M. Léon Kacou Adom, "cette réalité exige non seulement une lecture précise du contexte, mais aussi une capacité à élaborer des solutions innovantes, durables, et solidement ancrées dans les priorités africaines".

Le ministre ivoirien a appelé, dans ce contexte, à "transformer les échanges en action concrète, à développer une diplomatie d'influence ambitieuse, à consolider l'indépendance stratégique du continent et à construire ensemble une Afrique stable, prospère, souveraine et résolument tournée vers l'avenir".

Il a jugé "essentiel" de renforcer le rôle du groupe

des A3+ au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, "pour influencer l'agenda international, corriger les déséquilibres persistants, et renforcer la place de l'Afrique dans les grandes négociations mondiales". Le ministre ivoirien a fait part, par ailleurs, de l'une de ses "préoccupations centrales" qui demeure celle du financement des opérations africaines de paix et de sécurité.

"La dépendance excessive vis-à-vis des partenaires extérieurs limite notre autonomie stratégique et réduit l'efficacité de nos interventions. Et il nous appartient donc d'explorer des solutions endogènes, durables, et réalistes, basées sur la responsabilité partagée et l'appropriation continentale", a-t-il préconisé.

Il a exprimé, en outre, sa "profonde reconnaissance" et sa "grande gratitude" au gouvernement algérien pour son "soutien constant" qui a permis de faire de ce séminaire de haut niveau "un cap stratégique" de réflexion et de concertation sur les questions de paix et de sécurité en Afrique.

LIBÉRIA

Les priorités du pays au Conseil de sécurité de l'ONU seront "alignées" sur celle de l'UA

Les priorités du Libéria au Conseil de sécurité de l'ONU seront "alignées" sur celles de l'Union africaine (UA), a affirmé, mardi à Alger, le vice-ministre libérien des Affaires étrangères, Ibrahim Al Bakri Nyei.

"Nous pouvons affirmer avec assurance que nos priorités seront alignées sur celles de l'Union africaine", a-t-il déclaré lors de la cérémonie de clôture du 12ème séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, "Processus d'Oran".

M. Al Bakri Nyei, dont le pays a été élu membre non permanent au conseil de sécurité de l'ONU pour un mandat de 2 ans à compter du 1er janvier 2026, a qualifié le "Processus d'Oran" d'"excellente plateforme pour échanger et partager les points de vue sur les actions individuelles et collectives afin de faire pro-



gresser les priorités de l'Afrique en matière de sécurité et de paix au Conseil de sécurité des Nations unies, avec une voix et une position communes".

Pour cela, le Libéria qui retrouvera le Conseil de sécurité après 65 ans d'absence, a pu bénéficier de "l'expertise des brillants panélistes et des représentants gouvernementaux (à la 12ème édition du processus d'Oran), ainsi que de leurs expériences".

Convaincu que l'accession au Conseil de sécurité des Nations unies "sera positive", il a remercié l'Algérie pour son engagement à "maintenir ce mécanisme de coordination" (Processus d'Oran) avec les nouveaux membres de l'A3 au Conseil de sécurité de l'ONU, à savoir, le Libéria et la République démocratique du Congo (RDC).

WASHINGTON-CARACAS L'escalade d'un bras de fer géopolitique après la confirmation d'un échange Trump-Maduro

La tension déjà explosive entre Washington et Caracas a franchi un nouveau palier après la confirmation, dimanche, par le président américain Donald Trump, d'un échange téléphonique avec son homologue vénézuélien Nicolas Maduro.

Une conversation dont la teneur demeure entourée de mystère, mais qui intervient dans un climat d'extrême crispation, alors que les États-Unis accentuent leurs pressions militaires et politiques contre le Venezuela et que Caracas dénonce, de son côté, une « agression en préparation ».

Ce contact direct, le premier révélé publiquement depuis plusieurs mois, a soulevé une vague de réactions dans les deux capitales, alimentant les spéculations sur une possible bascule dans le rapport de force entre les deux pays.

À bord d'Air Force One, Donald Trump s'est montré avare en détails. Interrogé sur le contenu de cet appel, il a simplement déclaré : « Je ne dirais pas que cela s'est bien ou mal passé. C'était un appel téléphonique ».

Une formule sibylline qui n'a fait qu'attiser la curiosité, d'autant que c'est le New York Times qui avait révélé l'existence de cet échange quelques jours plus tôt.

Dans l'entourage du président américain, l'heure est plutôt à la fermeté, et certains responsables républicains confirment que la Maison-Blanche maintient sa ligne dure vis-à-vis du pouvoir chaviste.

Le sénateur républicain Markwayne Mullin, l'une des voix les plus tranchantes au Congrès sur le dossier vénézuélien, a assuré dimanche que Washington avait proposé à Nicolas Maduro de quitter le pays.

Selon lui, les États-Unis « ont donné à Maduro une opportunité de partir », en lui suggérant de se rendre en Russie ou « dans un autre pays ».

Une déclaration spectaculaire, qui laisse entendre que la stratégie américaine mêle désormais pression militaire, isolement diplomatique et offre de sortie négociée.

Caracas, déjà prise dans un étau économique et politique depuis des années, a aussitôt rejeté ces insinuations, dénonçant une tentative d'ingérence flagrante.

Dans une lettre adressée à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), lue par la vice-présidente et ministre du Pétrole Delcy Rodríguez lors d'une visioconférence, Nicolas Maduro accuse frontalement



Washington de vouloir « s'emparer des vastes réserves de pétrole du Venezuela, les plus grandes du monde, par l'utilisation de la force militaire ».

Pour le gouvernement vénézuélien, l'objectif américain est limpide : renverser le pouvoir en place à Caracas sous le prétexte de la lutte antidrogue.

Depuis début septembre, les États-Unis ont en effet déployé un dispositif militaire d'une ampleur inhabituelle dans la mer des Caraïbes et dans le Pacifique.

Un porte-avions, présenté comme le plus grand du monde, escorte plusieurs navires de guerre engagés dans ce que Washington présente comme une vaste opération contre les cartels de la drogue.

Selon l'armée américaine, plus de vingt navires auraient été ciblés dans ce cadre, entraînant la mort d'au moins 83 personnes.

Mais aucune preuve tangible n'a été fournie pour démontrer que ces embarcations transportaient effectivement des stupéfiants.

De nombreux experts en droit international s'interrogent sur la légalité de ces frappes, d'autant qu'aucun suspect n'a été arrêté, ni interrogé.

À Caracas, le président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, figure centrale du système politique vénézuélien, a révélé que des familles de victimes « exécutées extrajudiciairement » lors de ces opérations américaines avaient été reçues dimanche.

Il évoque des actes « claire-ment illégitimes et illégaux », allant jusqu'à qualifier certaines frappes « d'assassinats ».

Les déclarations du Washington Post, affirmant que le ministre américain de la Défense Pete Hegseth aurait ordonné qu'aucun passager d'un bateau ciblé ne survive, ont jeté un trouble supplémentaire.

Selon ces révélations, les militaires auraient tiré une seconde fois sur des personnes se trouvant déjà à l'eau.

Pour Rodríguez, si une guerre officielle existait entre les deux pays, ces actes relèveraient de « crimes de guerre ».

Dans ce climat sans précédent, Caracas dit observer une activité aérienne inhabituelle près de ses côtes.

Des sites spécialisés dans le suivi des aéronefs ont en effet relevé des mouvements constants d'avions de combat américains à quelques dizaines de kilomètres du territoire vénézuélien ces derniers jours.

L'escalade diplomatique a de surcroît entraîné la suspension des vols de six compagnies aériennes vers le Venezuela, accentuant l'isolement du pays.

Et lorsque Donald Trump a déclaré samedi qu'il fallait désormais considérer l'espace aérien vénézuélien comme « totalement fermé », cela a immédiatement conduit à la suspension du programme de rapatriement des migrants clandestins vénézuéliens expulsés des États-Unis, un programme pourtant maintenu jusque-là malgré les tensions.



Face à cette situation, le gouvernement vénézuélien tente d'afficher sa résilience.

Delcy Rodríguez a indiqué que Nicolas Maduro avait ordonné la mise en place d'un « plan spécial » de rapatriement de ressortissants, en dépit de la réduction drastique des liaisons aériennes.

Une mesure symbolique destinée à montrer que l'État reste capable de répondre aux besoins de ses citoyens, même dans un contexte de pression extérieure extrême.

De son côté, Donald Trump a encore durci le ton en annonçant jeudi que l'armée américaine allait « très bientôt » commencer à cibler des « trafiquants de drogue vénézuéliens » lors d'opérations terrestres.

Cette déclaration a immédiatement provoqué un tollé au Congrès américain, où des parlementaires républicains comme démocrates s'opposent à une intervention militaire directe, qu'ils jugent dangereuse et potentiellement illégale.

Une intervention armée au Venezuela pourrait en effet déclencher une crise régionale majeure et plonger l'Amérique latine dans une instabilité durable.

Pendant ce temps, Caracas continue de mobiliser les relais diplomatiques dont elle dispose encore.

Sa demande officielle adressée à l'Opep vise à sensibiliser les pays membres à ce qu'elle qualifie de « menace imminente » provenant des États-Unis.

Le Venezuela espère rallier un soutien international, non seulement pour contrer la pression militaire américaine, mais aussi pour dénoncer ce que Maduro décrit comme une tentative de mainmise sur ses ressources pétrolières.

Dans ce face-à-face tendu, où chaque déclaration semble précipiter un nouvel épisode d'escalade, l'appel téléphonique confirmé par Donald Trump reste une énigme.

Simple formalité diplomatique ? Tentative d'ouverture discrète ? Ou avertissement direct entre dirigeants en pleine confrontation stratégique ? Aucun élément ne permet pour l'instant de le déterminer.

Mais ce qui semble certain, c'est que la crise entre Washington et Caracas atteint une dimension inédite, où la menace militaire, la bataille médiatique et les calculs géopolitiques s'entremêlent dangereusement.

Alors que la communauté internationale observe avec inquiétude l'évolution de la situation, une question demeure en suspens : cet échange discret entre les deux présidents pourrait-il ouvrir une brèche vers une désescalade, ou n'est-il qu'un épisode de plus dans une confrontation appelée à s'intensifier ? Seules les prochaines décisions de Washington et de Caracas permettront de mesurer si ce contact inattendu préfigure un tournant... ou annonce au contraire une nouvelle phase de tensions exacerbées.

R. I.

PALESTINE

Un Palestinien tombe en martyr dans un bombardement sioniste au centre de Ghaza

Un citoyen palestinien est tombé en martyr, mardi, dans un bombardement mené par les forces d'occupation sionistes sur le camp d'Al-Bureij, au centre de la bande de Ghaza, en violation continue de l'accord de cessez-le-feu en vigueur dans l'enclave ravagée par deux ans de guerre génocidaire.

Selon l'agence de presse Wafa, l'aviation de l'occupation a aussi lancé des frappes intensives sur le camp de Jabaliya dans le nord de la bande de Ghaza, et a fait exploser des bâtiments résidentiels dans le nord de la ville.

L'armée sioniste a également fait exploser des véhicules à proximité du car-

refour de Shuja'iyya dans la région d'Al-Sha'af, à l'est de la ville de Ghaza, et des drones ont largué des bombes sur des maisons palestiniennes à proximité du carrefour d'Al-Sanafir à Al-Quartier de Tuffah.

Dans le sud de la bande de Ghaza, l'artillerie sioniste a bombardé les zones

orientales de Khan Younes, tandis que des véhicules militaires ouvraient le feu à l'est de la ville. Les hélicoptères de l'armée sioniste ont également ciblé Rafah.

Depuis l'accord de cessez-le-feu le mois d'octobre à Ghaza, le nombre de martyrs palestiniens est passé à 356 et celui des blessés à 909.

Agression sioniste: un Palestinien tombe en martyr à El Khalil

Un jeune Palestinien est tombé en martyr, mardi, sous les balles des forces d'occupation sionistes, à El Khalil, en

Cisjordanie occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa. Mohaned Tariq Mohamed Al-Zoughair (17 ans) est

tombé en martyr sous les balles des forces d'occupation près de la région d'Abou Daadjan, dans la ville d'El Khalil,

précise Wafa qui cite un communiqué du ministère palestinien de la Santé.

APS

ADRAR ILLUMINE LE DÉSERT Le Festival international du théâtre du Sahara ouvre en majesté au ksar Tamasakht

Le ksar Tamasakht, joyau ancestral niché au cœur de la wilaya d'Adrar, s'est transformé lundi soir en un véritable écrin artistique à l'occasion de l'ouverture du Festival international du théâtre du Sahara.

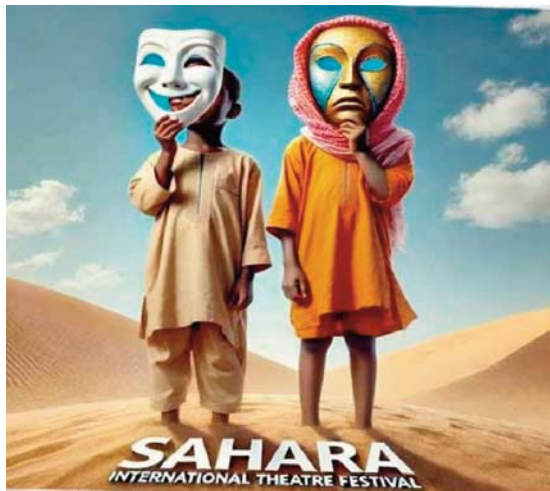
Cette manifestation, désormais incontournable dans la scène culturelle nationale, a réuni une pléiade d'artistes algériens et étrangers venus partager leur passion du quatrième art avec un public chaleureux et nombreux.

Dès les premières minutes de la cérémonie inaugurale, l'atmosphère était à la fête : couleurs, musiques, performances et effervescence ont donné au vieux ksar un souffle de modernité mêlé à la profondeur des traditions sahariennes.

Dans une allocution diffusée à l'ouverture officielle, la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, a salué un rendez-vous qui, selon elle, consacre la vitalité créative des régions sahariennes.

Placé sous le slogan évocateur « Le théâtre est résistance », le Festival reflète, a-t-elle souligné, la conviction que la culture doit s'étendre et rayonner sur l'ensemble du territoire national, « loin de toute forme de confinement », offrant ainsi à Adrar une reconnaissance culturelle à la hauteur de sa richesse historique et humaine.

Le commissaire du Festival, Cheikh Okbaoui, a mis en relief la qualité des troupes participantes et l'enthousiasme intact d'un public fidèle à cet événement qui fait désormais partie de l'identité artistique de la région. L'édition de cette année rend hommage à l'artiste disparu Ahmed Hammoumi, figure emblématique du théâtre



saharien, dont l'engagement a laissé une empreinte durable dans la mémoire culturelle locale.

L'ouverture a été marquée par une série de distinctions décernées à plusieurs personnalités du théâtre national, témoignant de la reconnaissance accordée aux créateurs qui ont façonné les scènes algériennes. Le public a également assisté à la représentation de la pièce « Oudjoud » (Existence), mise en scène par Haroun Kilani. L'œuvre, d'une profondeur artistique remarquable, évoque

avec sensibilité les thèmes de la résistance et de la cause palestinienne, captant l'émotion du public. Jusqu'au 7 décembre, le Festival international du théâtre du Sahara promet une série de représentations, d'ateliers et de rencontres destinés à renforcer le lien entre culture, territoire et créativité. Adrar, terre d'authenticité, s'affirme ainsi une nouvelle fois comme un espace où la tradition dialogue harmonieusement avec la modernité artistique.

R. C.

36^E JOURNÉES CINÉMATOGRAPHIQUES DE CARTHAGE Hommage à Mohamed Lakhdar Hamina



La 36^e édition des Journées cinématographiques de Carthage (JCC), prévue du 13 au 20 décembre dans la capitale tunisienne, rendra hommage au cinéaste algérien Mohamed Lakhdar Hamina (1934-2025), en reconnaissance pour son parcours marquant dans l'histoire du cinéma algérien et africain, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.

"Les JCC honorent la mémoire de Mohamed Lakhdar Hamina en tant que réalisateur, scénariste, acteur et producteur qui a marqué de son empreinte l'histoire du cinéma algérien et africain par ses œuvres et son engagement artistique", ont-ils précisé.

Trois de ses films majeurs, à savoir "Chronique des années de braise", "Le vent des Aurès" et "Le crépuscule des ombres", seront projetés à cette occasion. Une master-class, animée par Malik Lakhdar Hamina - réalisateur, acteur et fils de Lakhdar Hamina -, qui mettra en lumière l'héritage artistique de l'un des grands pionniers du cinéma maghrébin, est également au programme de cet hommage.

Par ailleurs, deux films, représentant l'Algérie au JCC sont programmés en compétition officielle : "Roqia" de Yanis Koussim, qui concourt dans la catégorie des longs métrages de fiction et "Gardiennes de nuit" de Nina Khada, dans la catégorie des courts métrages.

Organisées depuis 1966, les Journées cinématographiques de Carthage sont un rendez-vous annuel dédié aux films arabes et africains.

ALGER

Le 9^e Festival des Arts contemporains présente les œuvres plastiques issues de la résidence de création

Les travaux artistiques de la résidence de création organisée en marge du 9^e Festival culturel international des Arts plastiques contemporains (IFCA 2025), ont été restitués dans une exposition ouverte au public, lundi à Alger, réunissant les œuvres de 12 jeunes talents plasticiens autour du thème de cette 9^e édition, « Au-delà des frontières ».

Visible jusqu'au 10 décembre à la villa Boulkine, lieu emblématique datant du XVIII^e siècle, prévu notamment pour abriter le Grand Musée d'Afrique, cette exposition, fruit de la résidence artistique accueillie à la Villa Dar Abdelatif, siège de l'Agence algérienne pour le Rayonnement culturel, a regroupé les travaux de 12 jeunes artistes "sur la centaine de candidatures postées sur la plateforme du commissariat de la 9^e édition de ce festival", a expliqué la Cheffe du département Arts Visuels et Patrimoine à l'AARC, Mme Meriem Ait El Hara.

Préférant d'abord parler d'"artistes émergents" au lieu de "jeunes artistes", le commissaire de la 9^e édition de ce festival, Hamza Bounoua, a déclaré que "tous les moyens ont été mis à la disposition de ces plasticiens en devenir" qui ont travaillé intensément durant une semaine autour de la mise en valeur du thème de ce festival, encadrés par le professeur, Réda Djemai d'Algérie et les artistes, Mohamed Al Masry d'Égypte et Mohamed Alamin de Lybie.

Le thème de cette résidence de création, éponyme à celui de la 9^e édition de ce festival, est très significatif dans la mesure où il "invite les pays du monde à aller au-delà de leurs frontières et venir

en Algérie découvrir la richesse et la diversité de son patrimoine culturel et inverserment", a encore expliqué M. Bounoua.

Le commissaire du festival a enfin émis l'hypothèse de "proposer l'idée de répercuter cette exposition au niveau des centres culturels algériens à l'étranger", ce qui permettrait, a-t-il conclu, "une plus grande ouverture de l'Algérie sur le monde par le biais de ces jeunes artistes émergents".

Conçues dans des perspectives existentielles, les Œuvres de Melina Nour Benzerroug d'Alger, Sonia Bouzidi de Tizi Ouzou, Maroua Alkhir de In Salah, Billel Belatrous de Setif, Mohamed Azze-lareh Benelmouaz de Laghouat, Meriem Adoune de Sidi Bel Abbes et Larbi Benhedjar de Mostaganem, invitent à une introspection au regard attentif sur ses pensées, ses émotions et ses motivations, pour une meilleure connaissance de soi.

Inspirés par l'adversité, les aléas contraignants de la vie et les injustices dans le monde, les rendus de Bouzeraa Amani et Khaled Lamis de Constantine, Mahdi Milat d'Oum El Bouagui, Nourhane Ghodbane et Abdelmohcene Hamel de Annaba, évoquent dans le même élan de cette quête de soi, l'éternel tourment, provoqué par la coexistence d'éléments qui opposent le corps à l'esprit, la passion à la raison, ouvertement exprimé sur l'arène de la dualité.

Dans un élan créatif prolifique, les œuvres, aux formats "raisin" ou grands de ces artistes promis à de belles carrières, ont été réalisées dans divers tech-



niques, souvent mixtes, au-delà des collages, de l'aquarelle, l'acrylique ou les méthodes d'application par couches.

Utilisant des couleurs incluant la détermination des contrastes, la gestion des valeurs, et l'utilisation de mélanges de pigments ou de glaces pour obtenir des couleurs spécifiques, ces artistes en herbe ont choisi pour certaines toiles de faire de la couleur un sujet principal, l'utilisant également pour représenter la réalité ou exprimer des émotions.

"Beyond the limits of the body", "In Search of Freedom", "Collision avec le néant", "Les pêcheurs d'étoiles", "Clair de lune", "Portrait de l'âme", "To Be Realist", "Restriction", "Jeux sans frontières", "Derrière les apparences" et "Splited", re-

présentent quelques titres des toiles exposées, appelant à la nécessité de faire régner l'amour et la paix dans le monde. Unanimes à exprimer leur "bonheur d'avoir pris part à cette belle expérience", les jeunes artistes ont émis le souhait de voir cette résidence de création régulièrement reprogrammée.

Le 9^e Festival culturel international des Arts plastiques contemporains se poursuit jusqu'au 6 décembre, avec la participation de 120 artistes venus de 34 pays dont, la Palestine, le Sahara occidental, la Tunisie, la Libye, l'Égypte, le Qatar, l'Iran, le Royaume uni, le Cameroun, la Nigéria, la Lettonie, l'Italie et la Chine.

APS

BATNA

Hidaoui appelle à une mobilisation nationale pour financer l'innovation et propulser les start-up des jeunes

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a lancé lundi depuis l'Université de Batna-1 un appel fort en direction des industriels et des économistes : créer des fonds spéciaux destinés à soutenir les projets innovants portés par les jeunes, ainsi que les start-up émergentes.

Cette initiative, souligne-t-il, constitue l'une des voies les plus efficaces pour bâtir une économie moderne, fondée sur l'innovation, l'intelligence collective et la valorisation des compétences.

La rencontre nationale, organisée autour du thème « Renforcement des perspectives de coopération entre les universités et le monde industriel — vers des applications scientifiques », a réuni étudiants, chercheurs, industriels, incubateurs et représentants d'entreprises.

Le ministre a insisté sur la nécessité d'unir les efforts pour mettre en place des mécanismes clairs et solides de financement, capables de renforcer les initiatives des jeunes et de transformer les idées prometteuses en entreprises performantes.

Selon M. Hidaoui, dans tous les pays ayant adopté ce modèle, les entreprises publiques et privées jouent un rôle déterminant dans l'accompagnement des projets innovants, notamment dans les domaines technologiques, scientifiques et entrepreneuriaux.

Il a rappelé que l'État algérien multiplie les efforts pour

créer un environnement propice à l'innovation, encourageant les universités à devenir de véritables espaces de créativité, d'expérimentation et d'entrepreneuriat.

L'objectif est clair : permettre aux jeunes de contribuer à la construction d'une économie nationale productive, génératrice d'emplois et tournée vers la connaissance.

À Batna, le ministre a longuement visité l'exposition organisée en marge du séminaire, où de nombreux étudiants ont présenté leurs projets, leurs prototypes et leurs start-up naissantes.

Il a échangé avec eux sur les obstacles qu'ils rencontrent, sur leurs besoins en accompagnement et en financement, et sur les perspectives de développement de leurs idées.

Certains projets ont déjà bénéficié d'un soutien institutionnel, tandis que d'autres cherchent encore les moyens de se structurer.

Le séminaire a été marqué par plusieurs interventions d'experts, portant notamment sur les politiques nationales de recherche scientifique, sur les partenariats entre centres de



recherche et entreprises, sur le rôle du secteur industriel dans la valorisation des projets des jeunes, ainsi que sur les mécanismes permettant d'améliorer l'environnement entrepreneurial.

L'objectif principal de la rencontre était de créer un pont solide entre la recherche universitaire et l'économie réelle, et d'explorer des pistes concrètes pour commercialiser les résultats de la recherche scientifique.

Pour les organisateurs, il s'agit d'offrir aux jeunes porteurs de projets l'opportunité de concrétiser leurs idées, de les transformer en entreprises viables et de contribuer à la modernisation du tissu économique national.

Le ministre a appelé à multiplier ce type d'initiatives pour faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs capables de relever les défis du futur.

En concluant son intervention, M. Hidaoui a insisté : «

L'innovation n'est pas un slogan, mais une culture à construire ».

Et pour y parvenir, a-t-il dit, il faut des financements stables, un accompagnement constant, et une véritable synergie entre universités, industriels et institutions publiques.

À Batna, ce message a trouvé un écho particulier chez les jeunes, déterminés à jouer un rôle actif dans la transformation économique du pays.

R. R.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya d'Alger
Circonscription Administrative de : DAR EL BEIDA
Commune de : BORDJ EL KIFFAN
NIF4100020001608501029

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N° : 24 /2025

La commune de BORDJ EL KIFFAN lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales, en application des articles 36-37-38 et 39 de la loi N°23-12 du 05 Août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et du décret présidentiel conformément à l'article 39-40-42-44 du décret présidentiel N°15-247 du 16.09.2015 Portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

LOT N° 01: Travaux d'aménagement urbain quartier Verte Rive (1^{re} tranche).
LOT N° 02: Travaux d'aménagement urbain BOUCHE SIDI AJSSA (1^{re} tranche).

Les entreprises ayant les conditions d'éligibilité suivantes :

Capacité professionnelle : un certificat qualification et de classification professionnelle **Activité principale :** Travaux Public **Catégorie 04 ou plus en cours de validité**

Capacité technique :

Référence professionnelle : expérience dans l'exécution des travaux de réalisation ou parachèvement ou d'aménagement ou rénovation ou de voirie justifier par une (01) attestation de bonne exécution en travaux public durant les dix dernières années par un maître d'ouvrage étatique ou public

Capacité financière : ayant minimum un chiffre d'affaires de 3.000.000,00 DA de la moyenne les trois dernières années les bilans 2022-2023.

NB :

- toutes offres ne répondent pas aux conditions d'éligibilité. Sera rejeté.

- les documents d'éligibilité ne peuvent être l'objet d'un complément de dossier

- toutes les pièces administratives demandées doivent être validées à la date de dépôt des offres. Intéressés par l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacité minimales. Peuvent retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marchés de la commune de Bordj El Kiffan contre paiement de 5000 cinq mille dinars auprès du trésorier communal.

2-Le dossier de candidature contient :

- la déclaration de candidature conforme au modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire

- la déclaration de probité conforme au modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire

- casier judiciaire

Reste des pièces voir la page (05) du cahier des charges

NB : Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date de sa saisine, et, en tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché et ce en application des dispositions de l'article 69 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public

2-1-Offre technique contient :

- une déclaration à soumettre le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire

- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

- un mémoire technique.

- Reste des pièces voir la page (05 et 06) du cahier des charges

2-2-Offre financière contient :

- la lettre de soumission selon le modèle ci-joint dûment, signé et cacheté et datée par le soumissionnaire

- le bordereau des prix unitaires (BPU) ;

- le détail quantitatif et estimatif (DQE) ;

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas.

L'offre doit être adressée sous trois plis, le pli intérieur portant les renseignements du soumissionnaire contenant dossier de candidature, une offre technique et une offre financière, mis dans un pli extérieur fermé et anonymes portant l'intitulé de l'opération à savoir :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALE
N° : ... 24 ... /2025
L'intitulé de l'opération

« A ne pas ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à compter de la première 1ère Publication dans le BOMOP ou la presse et la presse Electronique agréée.

Le jour et l'heure de dépôt des offres est le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres de 09h00. à 13h00.

L'ouverture des plis est fixée en séance publique, en présence des entreprises, le dernier jour de la durée de préparation des offres à 13 h 15

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

DK NEWS

Anep : Z516037630 du 03/12/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ

WILAYA DE BOUIRA

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE LA POPULATION
ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTÉ DE PROXIMITÉ
DE BOUIRA

AVIS DE RECRUTEMENT

Le directeur de l'établissement public de santé de proximité de Bouira lance un avis de recrutement sur titre au titre de l'année 2025 dans le grade comme suit :

Grades	Mode de recrutement	Conditions du recrutement	Nbre de poste ouvert	Lieu nomination
Médecin généraliste de santé publique	Concours sur titre	Diplôme doctorat en médecine ou d'un titre reconnu équivalent	01	

Les dossiers de candidatures aux concours et teste professionnels devront comporter, uniquement les Pièces ou documents suivants :

- Une demande manuscrite (adresse complète +n° téléphone)
 - Une copie du titre ou du diplôme exigé, auquel sera joint le relevé de notes de cursus de formation
 - Une copie de la pièce d'identité
 - Une fiche renseignement ; dûment remplie par le candidat (à télécharger de site de la fonction publique DGFP.GOV.DZ)
 - Attestation de travail, en cas échéant
- Les candidats définitivement admis seront, probablement, à leurs nominations dans les grades emplois postulés, doivent compléter leurs dossiers administratifs par l'ensemble des autres documents notamment :
- Copie du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national
 - Certificat de résidence
 - Extrait de l'acte de naissance
 - Certificat médicaux (médecine général + pneumo-ptisiologie)
 - Deux (02) photos d'identité

Les dossiers complets doivent être transmis à la direction de E.P.S.P de Bouira, dans un délai de 15 jours de travail à compter de la date de la première parution de l'annonce dans la presse nationale.

Note : les dossiers incomplets ou parvenus après le délai réglementaire ne seront pas pris en considération.

DK NEWS

Anep : Z516037656 du 03/12/2025

Programme de la soirée

TF1 21:10
**Will Trent
Saison 2**

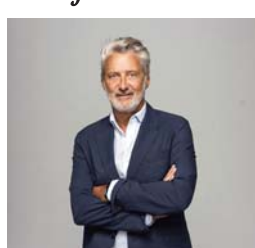

Après une violente attaque qui l'a laissée traumatisée, Angie (Erika Christensen) reprend du service au sein de l'équipe d'enquêteurs du bureau fédéral de Géorgie. Sa première mission consiste à traquer un tueur en série qui cible des pédophiles et des agresseurs sexuels, un cas qui met à l'épreuve les limites de la justice et de la moralité. Alors qu'Angie se remet difficilement de son expérience, elle fait la connaissance de Cricket (Sonja Sohn), une experte en explosifs, qui devient une alliée précieuse dans leur quête pour stopper le tueur.

France 2 21:10
**Ardennes
Saison 1**


Charmeur et mystérieux, le psychiatre Olivier Rimbaud vit seul, dans un manoir isolé à Châlons-en-Champagne. Il partage son quotidien entre trois activités : guérir ses patients, faire du profiling pour aider la police à arrêter des criminels, sur des affaires hors norme et cacher ses innombrables secrets, issus d'un passé trouble et inquiétant ! Il se lance sur les traces d'un kidnappeur et tueur en série, tout en aidant à guérir une adolescente qui souffre d'étranges hallucinations. Dans le même temps, les spectateurs découvrent que Rimbaud a changé d'identité, et qu'il passe ses nuits à décoder un mystérieux carnet crypté...

France 3 21:10
**Des racines
et des ailes**


Sur le chantier d'un ensemble immobilier en construction, un couple de Parisiens envisageant de s'installer en région lyonnaise découvre un cadavre. Il s'agit du corps de Pierre Lancien, un fameux architecte. Il a chuté du cinquième étage. Mongeville ne croit pas à l'accident ni au suicide. La capitaine de police Valentine Duteil et lui mènent l'enquête. Ils réalisent vite que le chantier avait de nombreux opposants, dont Barbara Forestier, l'adjointe au logement de la mairie. Comme la jeune femme est très en vue, le commissaire Briare refuse que Duteil l'interroge.

CANAL+ 21:06
**Antoine de Caunes :
la vie "rêvée" d'un
enfant du rock**


Interrogé derrière une batterie, puisqu'il a essayé d'être batteur, dans les studios Ferber à Paris, Antoine de Caunes se confie sur toute sa première vie cathodique. En effet, à moins de 25 ans, il était propulsé comme le seul média télévisuel d'une nouvelle culture naissante, de "Chorus" aux "Enfants du rock", jusqu'à "Rapido". Bruce Springsteen a tenu à témoigner de son amitié et de sa relation avec cet "elegant French man". Damon Albarn (Blur et Gorillaz) et son complice Jamie Hewlett, Paul Simonon, bassiste des Clash, Jean-Louis Aubert et Richard Kolinka évoquent leur relation avec Antoine de Caunes.

6 21:10
**Scènes de ménages
La magie de Noël**

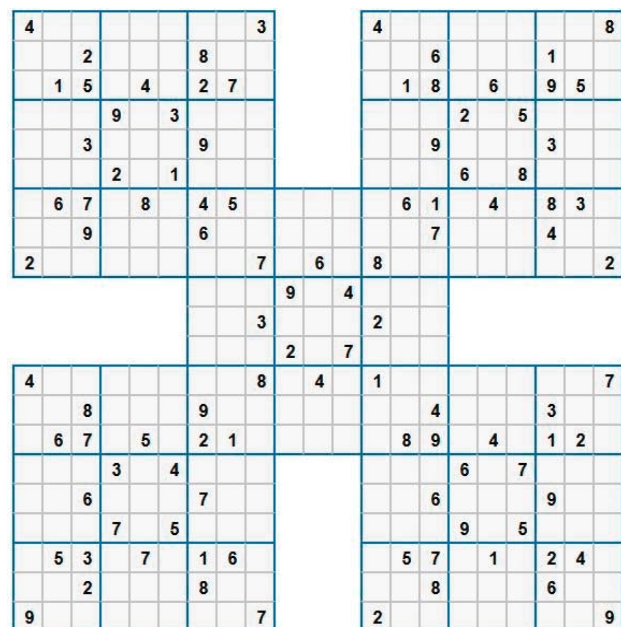

Pour Noël, plusieurs couples vivent des aventures fantastiques et drôles. Liliane, véritable danger public au volant, fait cette année une énième victime et finit par renverser le Père Noël lui-même. Son traîneau devant être réparé, il est forcé de rester chez le couple quelques temps et ça, José et Liliane comptent bien en profiter. De son côté, en fouillant dans ses vieilles décorations de Noël, Raymond tombe sur ses souvenirs d'école. Cette soudaine nostalgie fait réapparaître par magie un enfant qui n'est autre que Raymond lui-même. Entre les versions du vieux grincheux et du petit garnement, la cohabitation des deux Raymond promet de faire des étincelles...

Jeux

Samourai-Sudoku n°2870

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



"Je n'ai pas peur de mourir. J'ai peur de ne pas essayer."

Jay-Z

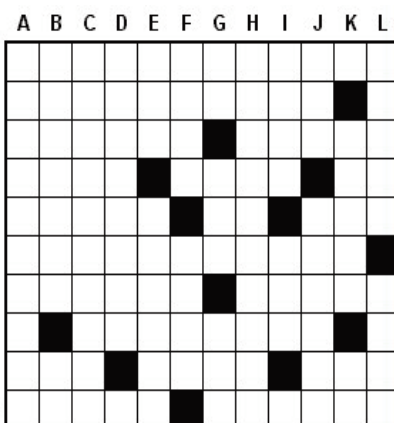
Mots croisés n°2870

Horizontalement :

- 1 - Cardinaux administrateurs
- 2 - Quitterais par nécessité
- 3 - Rapporta - Authentiques
- 4 - Révolutionnaire - Couloir de navigation - Promenade de marinier
- 5 - Raie cornue - L'argent du chimiste - Voie lactée
- 6 - Personna non grata
- 7 - Provocateur d'angoisse - Lieux de découverte pour Archimède
- 8 - Jaune pâle
- 9 - Chevalier ou chevalière ? - Université américaine
- 10 - Copie conforme - Courants

Verticalement :

- A - Artisans potiers
- B - Gracieux - Lac pyrénéen
- C - Dangereux vagabonds
- D - Exclues
- E - Temps des chaleurs - Tente
- F - Roi de comédie - Habitat nordique
- G - Il vaut bien l'iridium - Affluent du Rhin - Nommé
- H - Accessibles pour le barreur
- I - Jeune danseuse - Joyeuse soirée
- J - Grande nation - Tordent
- K - Insulaire - Points opposés
- L - Placées chez le notaire - Bruits d'ambiance



Terreurs



[illegible]

Solution

Sudoku n°2870

4	7	8	5	9	2	1	6	3
6	9	2	1	3	7	8	4	5
3	1	6	8	4	6	2	7	9
8	6	1	9	6	3	7	2	4
7	2	3	4	5	8	9	1	6
9	1	3	2	7	1	2	8	3
1	6	7	3	8	9	4	5	2
6	3	9	7	2	4	6	8	1
2	8	4	6	1	5	3	9	7

4	9	1	6	2	3	5	7	8
6	2	8	3	6	4	9	5	7
6	3	4	2	9	5	7	8	1
5	8	9	4	7	1	3	2	6
1	7	2	1	7	2	8	9	4
1	6	7	1	7	4	2	8	3
3	2	7	6	8	6	4	1	9
2	8	4	6	1	5	3	9	7

Mots Croisés n°2870

Grille géante n°1570

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	C	A	M	E	R	L	I	N	G	U	E	S
2	E	V	A	C	U	E	R	A	I	S		I
3	R	E	L	A	T	A		V	R	A	I	S
4	A	N	A	R			R	A	I	L		L
5	M	A	N	T	E		A	G		P	I	S
6	I	N	D	E	S	I	R	A	B	L		
7	S	T	R	E	S	S		B	A	I	N	S
8	T		I	S	A	B	E	L	L	E		O
9	E	O	N		Y	A	L	E		N	O	N
10	S	O	S	I	E			U	S	I	T	E

BEACH TENNIS - CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE L'ASJK de Boumerdès domine le championnat d'Algérie

Le championnat national de Beach tennis s'est achevé en apothéose le week-end dernier, au terme de deux jours de compétition durant lesquels le club hôte, l'ASJK de Boumerdès, a largement dominé les débats.

Par F. Yanis

Organisée par la Ligue de tennis de Boumerdès, sous l'égide de la Fédération algérienne de la discipline et en collaboration avec la DJS du chef-lieu ainsi que le complexe touristique « Le Grand Bleu Zemmour », l'édition 2025 s'est déroulée dans d'excellentes conditions.

Les athlètes de l'ASJK ont particulièrement brillé dans les différentes épreuves.

En double messieurs, la compétition s'est soldée par le sacre de Mechouar Amine (ASJK) associé à Hicham Yasri (CRBBKT), lors d'une finale animée qui les a opposés à la paire locale Assoul Amine – Houssein Bouyahiaoui (ASJK).

Chez les dames, le club de Boumerdès a également

confirmé sa suprématie. Le duo composé d'Ouhib Ania et Billami Lydia a décroché le titre aux dépens de leurs coéquipières Assoul Meriem et Haouchene Kamelia, dans une finale 100 % ASJK.

En doubles mixtes, la domination du club a été encore plus marquante. Billami Lydia, associée à Mechouar Amine, a remporté la finale face à leurs coéquipiers Bouyahiaoui Houssein et Haouchene Kamelia, confirmant ainsi la supériorité de l'ASJK dans toutes les catégories.

Cette édition 2025 du championnat national de beach tennis restera marquée par la performance exceptionnelle du club hôte, qui s'impose comme la référence nationale de la discipline.

F. Y



BASKETBALL - SUPER-DIVISION (11^E JOURNÉE) Victoire du WO Boufarik devant le TRA Draria (86-65)



Le WO Boufarik s'est imposé devant le TRA Draria sur le score de 86 à 65, en clôture de la 11e journée du Championnat d'Algérie de basket-ball, Super-Division (messieurs), mardi à Boufarik. Les scores des quarts temps ont été comme suit : (28-13), (20-21), (22-18), (16-13).

A la faveur de cette victoire, le WO Boufarik (18 points) rejoint le MC Alger et le CR Béni Saf à la troisième place du classement, alors que le TRA Draria (16 pts)

occupe le neuvième rang avec le CSC Djisr Kassantina et l'USM Alger. Par ailleurs, les rencontres de la 12e journée de la Super-Division se disputeront vendredi prochain, selon le programme publié par la Fédération algérienne de la discipline.

Résultats complets et classement à l'issue des matchs de la 11e journée :

Vendredi :
CS Tlemcen - USM Blida 62-47
M. Ouled Chebel - CSC Djisr Kassantina 90-88 Après prolongation

Samedi :
USM Alger - CR Béni Saf 78-81
US Sétif - Rouiba CB 69-78
MC Alger - CRB Dar Beida 58-66
NB Staouéli - NA Hussein-Dey 77-54
Mardi : WO Boufarik - TRA Draria (18h00)

Classement :	Pts	J
1. NB Staouéli	21	11
2. CS Tlemcen	19	11
3. MC Alger	18	11
---, CR Beni Saf	18	11
---, Adj Boufarik	18	11
6. USM Blida	17	11
---, CRB Dar El-Beida	17	11
---, Rouiba CB	17	11
9. CSC Djisr Kassantina	16	11
---, USM Alger	16	11
---, TRA Draria	16	11
12. M Ouled Chebel	14	11
13. US Sétif	12	11
---, NA Hussein-Dey	12	11.

APS

TENNIS - TOURNOI «M15» MONASTIR Les joueurs algériens fixés sur leurs adversaires

Le tennisman algérien Samir Hamza Reguig sera opposé au Belge Louis Herman, au premier tour du tableau final du tournoi "M15" Monastir, qui se déroule du 2 au 7 décembre courant en Tunisie, au moment où son compatriote Toufik Sahtali est appelé à défier le Roumain Matei Todoran.

Des matchs qui s'annoncent plus ou moins à la portée des deux internationaux

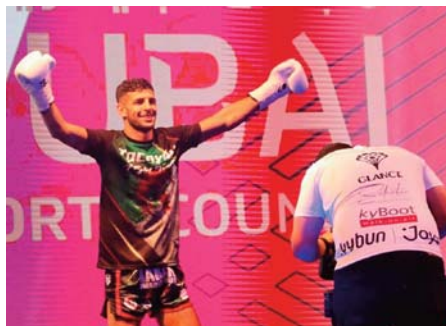


algériens. Reguig, N8, est appelé à dé-
classé tête de série fier un adversaire re-

pêché des qualifications en tant que "luckyperdant", alors que Sahtali affrontera un joueur âgé de 17 ans.

Dotée d'un prize-money de 15.000 USD et organisée sur des courts en surface rapide, la compétition a drainé la participation de certains joueurs relativement bien classés chez la Fédération internationale de tennis (ITF).

MUAY THAI - CHAMPIONNAT DE LIGUE ONE L'Algérien Mohamed Younes Rabah affrontera le Thaïlandais Singha Mawynn



Le kickboxeur algérien Mohamed Younes Rabah sera opposé au Thaïlandais Singha Mawynn, dans un combat de la catégorie poids plume, spécialité muay thai, de la Ligue asiatique One

Championship, prévu dans la soirée du 5 décembre courant, au Lumpinee Stadium de Bangkok.

Âgé de 28 ans et surnommé "The Eagle", Rabah est sociétaire de l'équipe

Mehdi Zatout, alors que Singha, surnommé "Shadow", est âgé de seulement 25 ans, et se bat actuellement sous les couleurs de l'équipe Singha Mawynn.

Plusieurs autres combats sont inscrits au programme de cette riche soirée d'arts martiaux, et dans différentes spécialités, car outre le muay thai et le kickboxing, il y aura également des combats en MMA.

Le combat au sommet de cette soirée sera probablement celui qui mettra aux prises Fabricio Andrade (Brésil) et Enkh-Orgil Baa-tarkhuu (Mongolie), dans le cadre des championnats du monde, catégorie des poids coq de la spécialité arts martiaux mixtes (MMA).

COUPE ARABE FIFA 2025 L'Algérie déterminée à lancer une nouvelle conquête face au Soudan

L'équipe nationale A' s'apprête à faire son entrée en scène dans la Coupe arabe FIFA 2025 avec l'ambition affirmée de défendre son titre, mercredi au stade Ahmed-Bin-Ali de Doha, face à une sélection soudanaise qui arrive au Qatar avec une confiance retrouvée.

Pour les « Verts », ce premier rendez-vous du groupe D revêt déjà une importance stratégique : réussir le départ pour s'installer immédiatement dans la dynamique d'un tournoi où chaque erreur peut coûter cher.

La sélection algérienne, finaliste et championne en titre, aborde cette nouvelle édition avec un groupe renforcé par des éléments d'expérience, capables de peser dans les moments clés. Le retour d'Islam Slimani, meilleur buteur de l'histoire des Verts et désormais sociétaire du CFR Cluj, constitue un signal fort envoyé à la concurrence, tout comme la présence d'Adam Ounas et de Yassine Brahimi, figures familières du football qatari.

Leur vécu et leur maîtrise du haut niveau devraient offrir un supplément de créativité et de stabilité à une équipe qui veut frapper fort dès l'entame du tournoi. Pour Madjid Bougherra, cette Coupe arabe s'inscrit dans la continuité d'un projet entamé depuis plusieurs années. Le sélectionneur, qui connaît mieux que quiconque l'exigence du maillot national, affirme aborder la compétition avec une ambition mesurée mais réelle. L'objectif initial,

dit-il, reste la qualification au second tour, mais l'idée de conserver le trophée demeure un moteur puissant pour l'ensemble du groupe.

Il insiste sur l'approche méthodique qui doit accompagner chaque sortie : un match après l'autre, sans excès de confiance, mais avec une détermination totale. Le staff technique devra néanmoins composer avec plusieurs absences.

Le milieu de terrain Houssein-Eddine Mrezigue, engagé en Russie, ne rejoindra l'équipe qu'après le 8 décembre, tandis qu'Ayoub Ghezala et Mohamed Azzi ont été contraints de déclarer forfait. Une situation qui oblige Bougherra à réajuster certaines options tactiques, notamment dans la gestion de l'entrejeu et de la ligne défensive. Toutefois, le sélectionneur l'assure : l'équipe possède suffisamment de ressources pour maintenir un niveau de performance élevé.

En face, le Soudan arrive au Qatar avec l'intention de créer la surprise. Après avoir éliminé le Liban lors des barrages, la formation soudanaise a mis fin à une série de huit matchs sans victoire, retrouvant une dynamique positive au meilleur mo-



ment. Les confrontations récentes entre les deux nations rappellent que ce duel ne manque jamais d'intensité.

Si l'Algérie avait dominé largement le Soudan lors de la phase de groupes en 2021, la revanche soudanaise lors du CHAN décalé, avec une qualification obtenue aux tirs au but, demeure dans les mémoires.

De quoi installer un parfum de rivalité sportive qui devrait se ressentir dans chaque duel.

Ce premier match sera déterminant, non seulement pour la confiance mais aussi pour la gestion de la suite du calendrier, qui réserve à l'Algérie un choc face à Bahreïn puis une confrontation décisive contre l'Irak, annoncé comme l'un des sérieux prétendants à la qualification. Une entrée réussie per-

mettrait aux Verts de poser les bases d'un parcours stable dans une compétition où l'intensité et la dimension mentale jouent un rôle majeur.

Dans cette poule D, l'Irak apparaît largement favori face à Bahreïn dans l'autre rencontre du jour, mais rien n'est jamais acquis dans un tournoi court où les surprises se multiplient souvent. Les deux premiers de chaque groupe accéderont aux quarts de finale, prévus les 11 et 12 décembre, dans une phase à élimination directe où le moindre détail peut faire la différence. Au-delà de l'enjeu sportif, cette Coupe arabe revêt une dimension symbolique et financière importante.

Le vainqueur repartira avec plus de 7 millions de dollars, tandis que le finaliste touchera

plus de 4 millions.

Autant dire que chaque nation engagée tentera de se hisser le plus loin possible, entre ambition, honneur et récompense.

Pour les Verts, cette édition 2025 commence par un défi clair : confirmer leur statut, montrer que leur précédent sacre ne relevait pas du hasard et rappeler à l'ensemble du continent arabe que l'Algérie reste une nation de football aux exigences élevées.

Face au Soudan, le premier acte d'une nouvelle conquête s'écrit, avec la volonté d'imposer immédiatement le rythme et l'autorité d'un champion en titre.

R.S

FIFA - COUPE ARABE 2025 -
ALGÉRIE A' - SOUDAN À AHMAD BIN ALI STADIUM
(AL RAYYAN, QATAR), AUJOURD'HUI À 13H00
Les Fennecs lancent leur campagne face aux Soudanais



Par F. Yanis

L'EN A' a souffert lors de la phase de groupes, incapable de convertir ses occasions malgré une armada offensive prometteuse sur le papier. Si la défense a globalement tenu le choc, l'efficacité offensive demeure la principale équation à résoudre. Face au Soudan, qui n'a disputé que trois matches dans son groupe (contre quatre pour l'Algérie), les Verts devront se montrer plus tranchants devant les cages.

L'expérience de Madjid Bougherra et la mémoire des confrontations passées devront servir de fil conducteur aux Verts. Pour espérer retrouver le dernier carré, l'équipe nationale devra afficher réalisme et conquête dans des rencontres où la moindre erreur peut coûter cher.

Le sélectionneur bénéficie de trois séances pour accorder ses violons et permettre à ses joueurs de s'acclimater rapidement au retour au niveau zéro, après avoir évolué en altitude lors du premier tour.

Un défi supplémentaire, d'autant plus que la rencontre se jouera sur une pelouse parfaitement connue du Soudan, qui y a disputé ses trois matches.

Il reviendra désormais au « Magic » Bougherra de trouver la formule gagnante pour mener l'EN vers les demi-

finales. L'Algérie affronte le Soudan ce mercredi 3 décembre 2025 dans le cadre de la première journée du Groupe D de la Coupe Arabe FIFA.

Les Fennecs lancent ainsi leur campagne à l'Ahmad Bin Ali Stadium d'Al Rayyan, dans un match déjà décisif pour la suite du tournoi. L'équipe nationale aborde ce rendez-vous avec l'ambition de réussir son entrée dans cette compétition régionale prestigieuse. Le programme complet de la Coupe Arabe FIFA 2025 est également attendu par les supporters.

Les Fennecs avec des ambitions

Sélection favorite du Groupe D, l'Algérie aborde cette première rencontre avec la volonté de s'imposer face au Soudan. Les Verts disposent d'un effectif solide, capable de dominer la poule. Devant un public arabe nombreux à Al Rayyan, ils devront afficher leur supériorité pour lancer idéalement leur parcours.

Une victoire leur permettrait d'emblée de prendre la tête du groupe. Les hommes de Madjid Bougherra devront toutefois se méfier de cette équipe soudanaise, déterminée à faire déjouer les pronostics.

Les Soudanais, une équipe homogène

Sélection modeste, le Soudan aborde ce duel avec l'ambition de créer la surprise. Bien que disposant d'un effectif moins fourni que les Algériens, les Soudanais peuvent s'appuyer sur leur solidarité collective pour tenter de contrarier les plans des Fennecs.

Obtenir un résultat positif face à l'Algérie constituerait un véritable exploit. Pour espérer y parvenir, les Soudanais devront livrer une prestation défensive solide dans un stade qu'ils connaissent parfaitement. Coup d'envoi aujourd'hui à 13h00 à l'Ahmad Bin Ali Stadium.

F. Y.

ALGÉRIE Les U20 féminines en quête de la troisième place face à la Tunisie

L'équipe nationale féminine de football des moins de 20 ans (U20) disputera mardi, au stade Abdelaziz Chitoui de La Marsa en Tunisie, le match pour la troisième place du tournoi amical de l'Union Nord-Africaine de Football (UNAF).

Les Vertes affronteront leur homologue tunisienne dans une confrontation qui s'annonce intense et stratégique, selon les informations publiées sur le site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF).

L'Algérie, qui s'est classée deuxième du groupe B avec trois points, retrouve la Tunisie, également deuxième du groupe A, conformément au règlement du tournoi qui prévoit des matches de classement pour déterminer les troisième et cinquième places.

Cette rencontre constitue une occasion de terminer le tournoi sur une note positive avant de se préparer aux prochaines échéances internationales. Durant le tournoi, la sélection nationale a évolué dans le groupe B aux côtés du Maroc et de la Jordanie, invitée spécialement par les organisateurs. Le groupe A, de son côté, comprenait la Tunisie, l'Égypte et la Libye.

Les équipes terminant premières de chaque groupe se sont affrontées en finale, tandis que les deuxièmes et troisièmes disputent les matches de classement. Cette compétition constitue une étape cruciale pour les jeunes joueuses algériennes, leur permettant de renforcer leur expérience internationale, de perfectionner leur cohésion collective et de préparer efficacement l'avenir du football féminin national, discipline en pleine croissance en Algérie.

R.S

FIFA - COUPE DU MONDE 2026 Les stades et horaires officiels dévoilés le 6 décembre à Washington

La Fédération internationale de football (FIFA) a annoncé que le calendrier détaillé de la Coupe du Monde 2026 "comprenant les stades, les dates et les horaires des rencontres" sera dévoilé officiellement le 6 décembre à Washington, soit le lendemain du tirage au sort prévu le 5 décembre au John F. Kennedy Center.

Si le tirage déterminera la composition des groupes, la FIFA précise que l'actualisation du programme des matches vise à offrir les meilleures conditions possibles aux équipes participantes, mais également aux supporters du monde entier, en tenant compte des différents fuseaux horaires.

La réunion du 6 décembre rassemblera les représentants des 42 équipes déjà qualifiées ainsi que celles encore en lice.

La cérémonie, présentée par Gianni Infantino et des légendes du football mondial, sera retransmise en direct à partir de midi (18h en Algérie).

Des analyses, réactions et

informations sur les stades figurent au programme, dans ce qui s'annonce être l'un des moments majeurs des préparatifs du Mondial 2026.

Pour rappel, l'Algérie figure dans le chapeau 3 pour le tirage au sort, aux côtés notamment de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire, de la Norvège, de l'Égypte et du Paraguay.

Les Verts se sont qualifiés avec brio en terminant largement en tête du groupe G, totalisant 25 points et démontrant une régularité exceptionnelle tout au long des éliminatoires.

Le Mondial 2026, organisé conjointement par les États-Unis, le Canada et le Mexique,



sera marqué par un format élargi avec un nombre record d'équipes, rendant la compétition plus ouverte que jamais.

Les prochaines annonces de la FIFA devraient permettre de finaliser les préparatifs des sélections et d'alimenter l'at-

tente des supporters à l'approche d'un événement planétaire.

R.S

ALGÉRIE

La FAF lance une session de formation pour les entraîneurs de Futsal

La Fédération algérienne de football poursuit sa politique de développement technique avec le lancement, ce 6 décembre, d'une nouvelle session de formation destinée aux entraîneurs de Futsal. Cette initiative, pilotée par la Direction technique nationale (DTN), se déroule également au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka, dans la wilaya de Tipasa, et se poursuivra jusqu'au 11 décembre. Vingt-cinq (25) entraîneurs issus des deux divisions du championnat national participent à ce stage, qui combine théorie et pratique sous la supervision du sélectionneur national de Futsal, Noureddine Benamrouche.

Les participants bénéficieront de cours en salle de conférences, ainsi que de séances pratiques en salle, afin de consolider leurs acquis techniques et stratégiques. La formation se conclura par deux examens, l'un écrit et l'autre pratique, visant à évaluer le niveau de maîtrise des compétences enseignées. Cette session s'adresse spécifiquement aux entraîneurs titulaires du diplôme de niveau 2 et constitue la première promotion encadrée par la DTN. L'Algérie compte actuellement 70 clubs de Futsal répartis sur trois divisions, dont 42 en Nationale 1, structurés en sept groupes géographiques : Centre-est, Centre-ouest, Sud-est, Sud, Est, Centre et Ouest. La FAF souligne que ce programme de formation s'inscrit dans une politique globale visant à renforcer la qualité de l'encadrement technique et à améliorer les performances de ses clubs et sélections nationales dans cette discipline en plein essor.

R.S

ALGÉRIE

Lancement de la première session de formation des préparateurs physiques et de performance

La Fédération algérienne de football (FAF) a officiellement annoncé le coup d'envoi, ce samedi 6 décembre, de la première session de formation des préparateurs physiques et de performance pour l'exercice 2025-2026.

Organisée au Centre de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka, dans la wilaya de Tipasa, cette formation concerne le premier groupe de 30 candidats de la région d'Alger.

Ce programme de formation s'inscrit dans une démarche nationale ambitieuse, répartie sur cinq sites à travers le pays, incluant Alger, Annaba, Ouargla, Oran et Béchar.

L'objectif est de renforcer le niveau de professionnalisme au sein des clubs algériens et de structurer les spéciali-



tés liées à la performance athlétique, essentielles pour le développement du football national.

Pour cette édition, 269 candidats au total participeront aux différents stages programmés entre décembre 2025 et juin 2026.

Ces sessions sont organisées sous forme de modules successifs, permettant aux participants d'acquérir des compétences tech-

niques et théoriques approfondies dans la préparation physique et la performance sportive.

Selon la FAF, cette initiative constitue une étape majeure dans la politique de professionnalisation du football national.

Elle vise à améliorer la qualité de l'encadrement et à donner un rôle stratégique accru aux préparateurs physiques, au profit des

clubs et des équipes nationales. La Direction technique nationale (DTN) et la FAF réaffirment ainsi leur engagement à développer l'excellence et à accompagner l'évolution des spécialités techniques au service du football algérien.

Il convient de rappeler que les participants à cette formation ont été sélectionnés après réussite au concours d'accès organisé le 30 septembre dernier à l'École supérieure en sciences et technologies du sport (ESSTS) de Dely Brahim (Alger). Cette première session marque une nouvelle étape dans la professionnalisation des acteurs techniques et prépare le terrain pour un football national plus compétitif et structuré.

R.S

CAN 2025

Petkovic redistribue les cartes et relance toutes les spéculations

À l'approche de l'annonce de sa liste définitive pour la Coupe d'Afrique des Nations 2025, prévue le 10 décembre, Vladimir Petkovic a surpris tout le monde en opérant un changement stratégique majeur. Le sélectionneur national, qui semblait avoir stabilisé ses choix après la belle victoire obtenue contre l'Arabie saoudite, a finalement décidé de revoir entièrement ses plans. Une volte-face qui redistribue les cartes et alimente un climat d'incertitude rarement observé autour des Fennecs à quelques jours d'une grande compétition. Initialement, Petkovic avait clairement indiqué que la CAN constituait son unique priorité, reléguant la Coupe arabe FIFA, actuellement disputée à Doha, au rang d'échéance secondaire réservée aux joueurs en quête de temps de jeu. L'absence de plu-

sieurs cadres dans le groupe dirigé par Madjid Bougherra semblait confirmer cette stratégie : pas de Riyad Mahrez, pas de Houssem Aouar, pas de Baghdad Bounedjah. Tout portait à croire que l'équipe A et le groupe de Doha évoluaient dans deux espaces totalement séparés. Mais contre toute attente, le technicien a finalement annoncé qu'il attendrait la fin du premier tour de la Coupe arabe avant de trancher sa liste définitive pour le Maroc. Avec la possibilité offerte par la Confédération africaine de football d'élargir la liste à 27 joueurs, Petkovic dispose désormais d'une marge de manœuvre suffisante pour intégrer un ou plusieurs éléments issus du groupe engagé au Qatar.

De fait, la Coupe arabe, initialement considérée comme un simple laboratoire, devient subitement une scène décisive pour décro-

cher un billet pour la CAN. Cette nouvelle orientation propulse plusieurs joueurs au premier plan des discussions. Adil Boulbina, Redouane Berkane, Victor Lekhal, Youcef Atal ou encore Mohamed Amine Tougal « deux d'entre eux appartenant déjà au groupe élargi de l'équipe A » voient soudain leurs chances décuplées.

Chaque match au Qatar devient un test capital, chaque performance peut changer leur destin international. Du statut de joker, ils basculent brusquement dans celui de candidats crédibles à la sélection finale. Dans ce climat de rebondissements, les spéculations se multiplient. Les médias spécialisés s'interrogent sur les critères qui guideront le sélectionneur : privilégiera-t-il la forme du moment, l'expérience internationale, la régularité en

club ou l'impact observé lors de la compétition arabe ? Les supporters, eux, débattent avec passion et suivent de près les prestations des joueurs concernés, conscients que la bataille pour les dernières places sera particulièrement intense. Cette nouvelle dynamique modifie profondément l'atmosphère autour de l'équipe nationale. Les certitudes s'effritent, les pronostics deviennent imprévisibles et l'annonce de la liste finale s'annonce déjà comme un moment fort, potentiellement porteur de surprises.

La décision de Petkovic, audacieuse et inattendue, relance entièrement la compétition interne et injecte une dose supplémentaire de suspense à quelques jours de l'ouverture officielle de la CAN 2025 au Maroc.

R.S



REAL MADRID MODRIC A ADORÉ TRAVAILLER AVEC ZIDANE

Dans une interview accordée à la chaîne YouTube Neuspjeh prvaka, le milieu de terrain Luka Modric (40 ans, 13 matchs et 1 but en Serie A cette saison) est revenu sur sa collaboration avec Zinedine Zidane au Real Madrid. L'international croate, qui évolue au Milan AC depuis l'été dernier, garde un excellent souvenir de l'entraîneur français et de sa gestion de l'effectif.

"Son arrivée dans le vestiaire était incroyable. On le regardait comme des enfants. On lui parlait, on s'entraînait avec lui. En tant qu'adjoint d'Anelotti, il était réservé, mais en tant qu'entraîneur principal, phénoménal. Il dégageait une aura particulière, il connaissait le football sur le bout des doigts. Il savait exactement ce dont l'équipe avait besoin, il avait perçu les qualités de chacun, il était exigeant, il faisait beaucoup tourner l'effectif, car il avait confiance en tous. Cela se voyait dans ses actes. Cette période passée avec lui fut exceptionnelle", se souvient l'ex-Merengue.

BARCELONE ARAUJO TROP TOUCHÉ MENTALEMENT

Pour expliquer le forfait de Ronald Araujo (26 ans, 11 matchs et 2 buts en Liga cette saison) contre Alavés (3-1) samedi en Liga, l'entraîneur du FC Barcelone Hansi Flick a évoqué des raisons personnelles. La presse catalane a donc creusé pour donner davantage de précisions.

D'après nos confrères, le défenseur central, très critiqué après son exclusion face à Chelsea (défaite 3-0) mardi en Ligue des Champions, se dit particulièrement affecté mentalement. L'international uruguayen et ses agents ont rencontré la direction pour demander du repos. Le vice-capitaine du Barça, qui ne s'est pas entraîné depuis le retour de Londres, sera absent pour une durée indéterminée.

FRANCFORT BROWN OBSERVÉ PAR LE REAL

Auteur d'une bonne saison avec l'Eintracht Francfort, Nathaniel Brown (22 ans, 18 matchs et 1 but toutes compétitions cette saison) a attiré les regards de plusieurs grands clubs. Le latéral gauche est notamment dans le viseur du Real Madrid pour l'été prochain, d'après Sky Sport Allemagne. Le club espagnol a envoyé des scouts récemment pour observer le Germano-Américain lors des matchs contre Cologne (4-3) et l'Atalanta Bergame (0-3).

Toujours d'après la même source, la direction allemande est convaincue "à 100%" que son joueur partira l'été prochain. Également suivi par le FC Barcelone et Manchester United, Brown est estimé à 60 millions d'euros minimum par son club.

JUVENTUS 4 MOIS D'ABSENCE POUR VLACHOVIC

Victime d'une lésion sévère de la jonction musculo-tendineuse de l'adducteur long gauche, Dusan Vlahovic (25 ans, 17 matchs et 6 buts toutes compétitions cette saison) sera bien absent pour une très longue période. Le quotidien italien Tuttosport annonce ce mardi que l'avant-centre de la Juventus Turin sera indisponible pour les quatre prochains mois ! L'international serbe ne devrait donc pas rejouer avant fin mars ou début avril.

Il s'agit d'un coup dur pour Luciano Spalletti qui se retrouve privé de son meilleur buteur en plein milieu de saison.

CHELSEA MARESCA NE COMPREND PAS L'ARBITRAGE

Ligue 1, Liga et Premier League, même combat ? À l'image du Real Madrid en Espagne et de nombreuses équipes en France, l'arbitrage a reçu de lourdes critiques ce week-end. Le championnat britannique n'est pas épargné. Enzo Maresca a par exemple tapé du poing sur la table après le match nul de Chelsea face à Arsenal (1-1) dimanche.

Le coach des Blues, vite réduits à dix après l'exclusion de Moises Caicedo, estime que Piero Hincapié aurait également dû être exclu pour son coup de coude sur Trevoh Chalobah. "Le rouge de Moises, c'est justifié. Mais nous, les entraîneurs, on ne comprend pas pourquoi il n'y a pas plus de cohérence dans les décisions. Pour la faute sur Trevoh, j'ai demandé à l'arbitre, et il m'a dit que pour lui ce n'était pas un coup de coude. Comme face à Tottenham (1-0) il y a un mois, pourquoi Rodrigo Bentancur n'avait-il pas été expulsé pour une faute similaire sur Reece James ?". S'est interrogé le technicien italien en conférence de presse.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Directeur général
Benzine Lamine

Gérant

Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz - SITE : http://www.dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 / E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77 E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz - agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

SÉMINAIRE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Une nouvelle dynamique africaine se dessine au séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité

La capitale algérienne vit, depuis deux jours, au rythme d'un rendez-vous diplomatique majeur où l'avenir de la paix et de la sécurité en Afrique se joue avec intensité et lucidité.

La 12^e session du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, inscrite dans le cadre du « Processus d'Oran 2025 », poursuit ses travaux pour la seconde et dernière journée, réunissant les acteurs institutionnels les plus influents du continent et les représentants des Nations unies.

À huis clos et dans une atmosphère empreinte de gravité et d'ambition continentale, les participants se penchent sur des dossiers fondamentaux pour la stabilité africaine et son positionnement dans les forums internationaux.

La deuxième journée du séminaire porte sur deux axes stratégiques : le bilan des activités du groupe A3+, instance représentant les pays africains au Conseil de sécurité de l'ONU, ainsi que les perspectives d'avenir pour renforcer leur cohérence diplomatique.

Les délégations se concentrent également sur une question devenue essentielle : comment élever davantage la voix africaine dans les négociations internationales et comment accélérer la réforme du Conseil de sécurité afin qu'il reflète, enfin, le poids géopolitique réel du continent.

La veille, les experts, ministres et représentants institutionnels ont déjà longuement débattu des dynamiques glo-



bales de paix et de sécurité marquant l'Afrique, qu'il s'agisse des crises persistantes au Sahel, de la montée de l'extrémisme violent ou des nouvelles configurations de conflits hybrides.

Une session entière a été consacrée à la coopération UA-ONU dans la lutte contre le terrorisme, mettant en avant la nécessité d'une coordination mieux structurée, de ressources adaptées et d'une vision africaine unifiée dans la réponse sécuritaire.

La participation de haut niveau témoigne de l'envergure de cette rencontre. Aux côtés du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères et de la Com-

munauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, se trouvent de nombreux ministres et vice-ministres africains, les membres actuels et entrants du Conseil de sécurité, la Commission de l'Union africaine, ainsi que les représentants des Nations unies et des partenaires internationaux. Tous convergent vers la même conviction : l'Afrique doit parler d'une seule voix et bâtir des solutions qui émanent d'elle.

Dans son allocution d'ouverture, Ahmed Attaf a insisté sur cette dimension essentielle.

Il a appelé à un sursaut collectif et à une réaffirmation

claire de l'ambition africaine : élaborer des solutions africaines aux maux africains.

Pour lui, le moment est propice à la consolidation d'une diplomatie continentale volontariste, assumée, et surtout mieux articulée au sein des organisations internationales.

Le ministre a souligné l'urgence de défendre avec cohérence les priorités sécuritaires africaines dans les instances multilatérales, notamment au Conseil de sécurité, où les défis du continent doivent occuper la place qui leur revient.

Ce séminaire constitue donc bien plus qu'une rencontre annuelle. Il représente un espace stratégique où se construit, pas à pas, une nouvelle architecture africaine de gouvernance sécuritaire. Alger, en accueillant cette 12^e session, réaffirme son engagement historique et constant en faveur de la stabilité du continent et du renforcement de sa voix sur la scène internationale.

Les conclusions attendues devraient contribuer à affiner les mécanismes de décision africains, à renforcer la présence diplomatique au sein des institutions onusiennes et à consolider le rôle du Processus d'Oran comme cadre de réflexion stratégique indispensable pour l'avenir du continent.

R. I.

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR

À Alger, l'Afrique ouvre le procès du colonialisme

Il y a des moments où l'Histoire cesse d'être un simple récit pour devenir un acte de justice. La conférence africaine qui s'est ouverte à Alger n'est pas une rencontre ordinaire : elle marque, au contraire, le début d'un processus inédit, mûri au sein de l'Union africaine (UA), pour solder un passif colonial dont les séquelles continuent de marquer, en profondeur, les corps, les mémoires et les territoires.

Cette initiative, rappelons-le, découle de la décision 903 adoptée par l'UA en février dernier, sur proposition du président Abdelmadjid Tebboune.

Une proposition claire, assumée, courageuse : mettre l'Afrique face à son histoire, non pas pour la revisiter dans une logique de ressentiment, mais pour en tirer un droit légitime — celui de la réparation, de la restitution et de la reconnaissance des crimes commis.

Car crimes, il y a eu. De l'esclavage au racisme institutionnalisé, de l'apartheid à l'instrument infâme qu'a été le code de l'indigénat, le colonialisme a produit en Afrique une entreprise systématique de déshumanisation.

Une entreprise qui ne se limite pas aux récits du passé : les génocides, les déportations et les essais nucléaires — dont les effets radioactifs frappent encore aujourd'hui des générations — sont des réalités contemporaines, trop souvent occultées dans les grandes narrations internationales.

À Alger, ministres, historiens et juristes ne se réunissent donc pas pour débattre d'une page tournée, mais pour codifier l'indélicte et structurer une démarche juridique capable de transformer la mémoire en droit.

Le mandat confié à l'Algérie, à l'Afrique du Sud, au Togo et au Ghana n'est pas symbolique : il vise à bâtir les fondations d'un combat continental, unifié, pour obtenir réparations et restitutions.

C'est un travail de longue haleine, méthodique, rigoureux, qui doit conduire à une stratégie claire : la future « Déclaration d'Alger », destinée à être adoptée par les chefs d'État africains lors du sommet de février 2026.

Il est temps, en effet, que les nations africaines exigent leur dû. Le vent de la décolonisation des années 1960, aussi puissant soit-il, n'a pas suffi à mettre fin au néo-colonialisme, dont les mécanismes ont continué de saigner les économies, d'exploiter les ressources et de confisquer le patrimoine culturel.

L'Afrique a été dépouillée, spoliée, dépossédée ; elle a été chair à canon lors des deux guerres mondiales ; elle a été un laboratoire à ciel ouvert pour les puissances coloniales.

Cette accumulation d'injustices ne peut rester sans suite. L'Algérie, fidèle à ses valeurs et à son parcours historique, joue dans ce processus un rôle moteur.

Son engagement n'est ni nouveau ni opportuniste.

Il s'inscrit dans une politique constante : soutien aux luttes de libération, effacement de la dette de pays fragilisés, promotion des échanges interafricains, solidarité agissante face aux crises.

Ce leadership ne tire pas sa légitimité d'une posture morale, mais d'une expérience victorieuse de reconquête de la souveraineté, que le pays met au service de tout un continent. Aujourd'hui, à Alger, les peuples africains s'organisent pour réclamer au colonialisme son « solde de tout compte ».

Non pas par vengeance, mais par exigence de justice. Car il n'y a pas d'avenir apaisé sans vérité. Il n'y a pas de développement durable sans réparation. Il n'y a pas de dignité retrouvée sans restitution. L'Afrique n'est pas en train de revisiter son passé ; elle est en train de reprendre en main son destin. Et cela commence ici, maintenant, par un acte fondateur : affirmer que les crimes coloniaux ne sont ni prescrits ni oubliés — et que les victimes ont droit, enfin, à ce qui leur a été arraché. C'est cela, la vraie signification de cette conférence : l'ouverture d'un chapitre où l'Histoire cesse d'être subie pour devenir écrite, pensée et revendiquée par ceux qui en furent les premières victimes. Une Histoire qui, cette fois, leur appartient.

RÉDACTION

DÉCLARATION D'ALGER

Un cadre africain inédit pour la vérité historique et la justice face aux crimes coloniaux

La conférence internationale consacrée aux crimes coloniaux en Afrique s'est achevée à Alger sur l'adoption de la « Déclaration d'Alger », un document dense et ambitieux qui ouvre une nouvelle perspective continentale en matière de justice, de mémoire et de reconnaissance des préjudices coloniaux.

Pendant deux jours, chercheurs, responsables institutionnels, juristes et représentants de pays africains ont réfléchi à la manière de rétablir une vérité historique longtemps occultée et de promouvoir une justice adaptée aux réalités héritées du colonialisme.

La Déclaration appelle les anciennes puissances coloniales à assumer pleinement leurs responsabilités historiques à travers une reconnaissance franche, publique et explicite des injustices commises.

Elle insiste sur la nécessité de mettre fin aux ambiguïtés mémorielles, de restituer les archives et de reconnaître les conséquences économiques, humaines et environnementales de la domination coloniale.

Parmi les recommandations phares, les participants demandent la création d'archives numériques panafricaines, l'intégration approfondie de l'histoire coloniale dans les programmes scolaires, et l'édifica-

tion de mémoriaux, musées et journées de commémoration destinés à honorer la mémoire des victimes.

Ils appellent également à la mise en place de Commissions nationales de vérité et réparations au sein des États africains.

La Déclaration propose l'élaboration de mécanismes juridiques susceptibles d'encadrer la criminalisation de la colonisation dans le droit international.

Elle encourage la constitution d'un Comité panafricain de la Mémoire et de la Vérité historique chargé d'harmoniser les approches, de superviser la collecte des archives et de coordonner les centres de recherche du continent.

Les participants insistent sur l'importance d'une évaluation continentale de l'impact écologique du colonialisme, notamment dans les zones touchées par les expérimentations nucléaires, chimiques et industrielles.

Ils préconisent la création d'une plateforme africaine de justice environnementale pour recenser les préjudices et formuler des recommandations de réhabilitation.

Sur le plan éducatif, la Déclaration met en avant la nécessité d'une réforme profonde des systèmes scolaires africains afin

d'y intégrer l'histoire précoloniale et post-coloniale, et d'y encourager la création de nouveaux diplômes universitaires centrés sur les notions de justice, vérité et réparations.

Elle exige par ailleurs la restitution complète et inconditionnelle des ressources culturelles spoliées. La dimension économique n'est pas en reste. Le document appelle à un audit continental sur les impacts économiques du colonialisme et plaide pour des mesures de compensation, allant de l'annulation de la dette à un financement équitable du développement.

Il prône également une refonte de l'architecture financière internationale pour permettre aux pays africains de prendre pleinement part à la gouvernance économique mondiale.

La Déclaration d'Alger, destinée à devenir une référence continentale en matière de reconnaissance et de justice historique, sera présentée au Sommet de l'Union africaine en février 2026 pour validation.

Elle pourrait constituer un tournant majeur dans la lutte contre l'impunité des crimes coloniaux et dans la construction d'une mémoire collective africaine assumée et partagée.

R. N.

ALGÉRIE - LIBÉRIA

M^{me} Mansouri reçoit le vice-ministre libérien de la Coopération internationale et de l'Intégration économique

La secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargée des Affaires africaines, Mme Selma Bakhta Mansouri, a reçu mardi le vice-ministre des affaires étrangères chargé de la Coopération internationale et de l'Intégration économique de la République du Libéria, Dr Ibrahim Al-Bakari Nyei, en marge de sa participation au 12^e Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique (Processus d'Oran), a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères,

de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

Cette rencontre a permis de "passer en revue la coopération bilatérale et d'examiner les moyens de son développement, outre un échange de vues sur les grandes questions africaines, mettant l'accent sur la nécessité de poursuivre la coordination sur les dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité des Nations Unies", précise la même source.